



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation



---

# WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation

Rapport annuel  
*du avril 2013 au mars 2014*

---

**Photo de couverture :** Une Thaïlandaise, travailleuse à domicile, sert des œufs. WIEGO est partenaire actif de HomeNet Thaïlande dans plusieurs activités abordées ici, notamment l'Étude de suivi de l'économie informelle (IEMS), notre initiative Droit et informalité et le projet Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles. Crédit photo : M. Chen

## Mission de WIEGO

WIEGO croit que tous les travailleurs devraient avoir les mêmes possibilités économiques ainsi que les mêmes droits et être en mesure de déterminer les conditions de leur travail et de leur vie. WIEGO cherche à améliorer la situation des travailleurs pauvres dans l'économie informelle, surtout celle des femmes, par l'organisation et la représentation accrues, les statistiques et la recherche améliorées, des processus politiques plus inclusifs, les politiques plus équitables en matière de commerce, de travail, de planification urbaine et de protection sociale.

## À lire dans le présent rapport

### Orienter le débat : l'implication de WIEGO dans la formalisation de l'économie informelle

La formalisation de l'économie informelle ? Un dialogue de politiques  
Le Conseil de WIEGO établit les points clés  
Les travailleurs informels participent à la rédaction de la plateforme de formalisation

### Renforcement des organisations de travailleurs

Les travailleuses domestiques s'unissent  
Travailleurs informels : un projet réduit les risques liés au travail  
Les vendeurs de rue de l'Inde ont gagné le combat de leur vie  
Les travailleurs à domicile se maillent  
Formation des productrices du commerce équitable pour un changement positif  
Récupérateurs et emplois verts en vedette à la CIT  
Les femmes leaders trouvent leur voix à Lima, au Pérou  
Le travail des déchets : inégalité entre les sexes prise en compte  
Le développement durable : formation des partenaires du projet Villes inclusives  
Villes inclusives : dernière réunion annuelle d'apprentissage des partenaires  
Concert d'éloges pour le Projet de leadership des femmes

### Visibilité accrue des travailleurs informels

IEMS : les résultats de l'étude ont été publiés  
Statistiques : meilleure prise sur la main-d'œuvre informelle grâce à la collaboration Statistiques  
Statistiques : les travailleurs à domicile en Asie du Sud en vedette  
Forum urbain mondial : les travailleurs informels urbains en point de mire  
Les médias sociaux atteignent un public grandissant  
Les nouvelles sur les travailleurs informels se répandent  
WORD : passons le mot !

### Base de connaissances : elle s'enrichit

Efforts d'organisation et négociation collective  
Main-d'œuvre contractuelle dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'habillement  
Programme de protection sociale : la garde d'enfants  
Alliances pour une meilleure politique de protection sociale  
Meilleur accès aux services de santé par téléphonie mobile  
Événements de grande envergure : possibilités de participation des travailleurs informels  
Questions techniques sur la récupération des déchets : WIEGO offre son expertise  
Économie informelle urbaine : les professionnels urbains la découvrent  
Bonnes politiques et pratiques pour les travailleurs informels

### Évolution du paysage juridique

Débats sur l'économie informelle éclairés par le projet de droit  
Victoire juridique décisive remportée par les récupérateurs de Bogotá  
Analyse de l'impact des lois sur l'économie informelle urbaine  
Avancées juridiques marquées par les travailleurs informels au Pérou

### Gouvernance, opérations et finances

Conseil d'administration  
Le réseau WIEGO  
L'équipe WIEGO  
Assemblée générale 2014

### Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2014

### Publications et ressources

## ***Lettre de la Présidente du Conseil et de la Coordonnatrice Internationale***

Mesdames, Messieurs, Chers amis et famille WIEGO,

L'année écoulée a été, pour le réseau WIEGO, une année phare et au cours de laquelle nos activités et nos réalisations ont une fois de plus confortés les atouts uniques de WIEGO résumés en deux mots : notre approche. C'est-à-dire comment nous collaborons avec les organisations de travailleurs informels dans tout ce que nous faisons et, chemin faisant, augmentons nos connaissances et capacités mutuelles; comment nous jetons un pont entre la réalité quotidienne du travail informel et les discours et pratiques dominants; et comment nous donnons un visage humain à des questions complexes.

Nous sommes particulièrement heureux des grandes réalisations que les travailleurs informels et leurs organisations ont, au cours de l'année, mises à leur actif. La Fédération mondiale des travailleuses domestiques a été lancée avec le soutien de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes (UITA) et de WIEGO. L'Association nationale des vendeurs de rue de l'Inde et l'Association des femmes travailleuses indépendantes de l'Inde ont vu aboutir leurs efforts de voir adopter une loi nationale favorable aux vendeurs de rue. HomeNet Asie du Sud et HomeNet Europe de l'Est, un nouveau-né, ont fait des visites d'échange et partagé leurs connaissances à l'aide de WIEGO. D'autre part, une délégation de récupérateurs, facilitée par WIEGO, a participé à la discussion des emplois verts lors de la Conférence internationale du Travail en 2013.

Nous avons également d'autres motifs de satisfaction et pour être très fiers : d'abord, WIEGO, avec nos partenaires Villes inclusives, avons publié les conclusions de notre étude 2012 des facteurs clés du changement dans les moyens de subsistance des travailleurs informels urbains dans dix villes; ensuite, WIEGO et l'OIT avons publié la deuxième édition de *Women and Men in the Informal Economy : A Statistical Picture*, notre publication statistique conjointe; enfin, WIEGO et HomeNet Asie du Sud, avec des analystes de données de chaque pays, avons préparé quatre synthèses statistiques sur la taille et la composition de la main-d'œuvre à domicile dans quatre pays d'Asie du Sud.

Par ailleurs, il est gratifiant de voir comment nous, WIEGO —en collaboration avec nos membres et partenaires— avons si bien réussi à nouer le dialogue avec les disciplines et pratiques dominantes dans bien des domaines, de la négociation collective à la planification urbaine, en passant par le commerce éthique et équitable, la santé et la sécurité au travail, les statistiques officielles, la gestion des déchets solides et les soins de santé universels. De cette façon, nous aidons à légitimer et à mettre en évidence le point de vue des travailleurs pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle.

Nous tenons à remercier le Conseil WIEGO de ses conseils et de son administration judicieux; l'équipe WIEGO de son engagement, de sa créativité et de son énergie débordante; les membres WIEGO de leur solidarité et de leur confiance. Nous voulons également remercier toutes les personnes et institutions, précieux collaborateurs dans la conduite de nos activités, qui nous ont fait partager leurs compétences et leurs perspectives. Naturellement, nous ne saurions oublier nos bailleurs de fonds dont le soutien moral et financier commande notre reconnaissance. Enfin, et non des moindres, nous remercions les travailleuses domestiques, les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue, les récupérateurs et d'autres travailleurs informels qui ont partagé ouvertement et généreusement avec nous leur vie, leurs moyens de subsistance —et surtout leur temps précieux— et auprès desquels nous avons tant appris, grâce à leur connaissance du terrain, et trouvé une véritable source d'inspiration qui réaffirme notre raison d'être et nous oriente.

Aussi avons-nous l'espoir que les travailleurs informels et leurs organisations, soutenus par WIEGO, continueront à s'affermir et à aller de victoire en victoire.



*Renana Jhabvala*

Renana Jhabvala  
Présidente du Conseil d'administration, WIEGO

*Marty Chen*

Marty Chen  
Coordonnatrice internationale, WIEGO

Septembre 2014



## Orienter le débat : l'implication de WIEGO dans formalisation de l'économie informelle

### La formalisation de l'économie informelle ? Un dialogue de politique

*José Mujica, président de l'Uruguay a pris la parole au congrès fondateur de la Fédération mondiale des travailleuses domestiques à Montevideo, en octobre 2013.  
Crédit photo : J. Shenker*

En octobre 2013, WIEGO a organisé à Montevideo, en Uruguay, un dialogue de politique sur la question « la formalisation de l'économie informelle ? », un événement qui a vu réunir des travailleurs informels, des experts sur l'économie informelle et les représentants de gouvernement pour partager leurs points de vue et rechercher d'une compréhension commune. Le point d'interrogation, ajouté par WIEGO au thème du dialogue, souligne le fait que le « débat sur la formalisation » ne peut engendrer de réponses faciles et rapides.



Deux jours plus tôt, à Montevideo, le Réseau international des travailleuses domestiques a organisé un congrès rassemblant les représentants de travailleurs, issus de plus de 40 pays, qui ont voté à l'unanimité pour créer la Fédération mondiale de travailleuses domestiques (FMTD) (voir rubrique consacrée aux travailleuses domestiques dans le présent rapport). Cette événement importante — la création de la première fédération syndicale mondiale dirigée par des femmes — a reçu le soutien du président de l'Uruguay José Mujica qui, dans cet événement historique devant les leaders syndicaux et les travailleurs précise que : « Le travail collectif est notre plus grande force. »

WIEGO, l'un des principaux partisans de la Fédération, a organisé le dialogue politique pour appuyer la dynamique. Dans son mot d'ouverture, Marty Chen, Coordinatrice internationale de WIEGO, a expliqué que les échanges de ce genre sont urgents, étant donné

que la plupart des travailleurs informels gagnent peu, font face à de graves risques et voient souvent leurs droits bafoués. De même, elle a souligné que, pour réussir, les processus de formalisation doivent prendre en compte les besoins particuliers de chaque groupe professionnel, raison pour la quel les représentants des travailleuses domestiques, des vendeurs de rue et des récupérateurs de matériaux ont été invités à prendre la parole devant l'assemblée.

Dans son intervention, Elizabeth Tang Yin Ngor, Secrétaire générale de la FMTD, affirme que les travailleuses domestiques ne jouissent pas des mêmes droits et protections accordés à d'autres travailleurs et que, même si de grands pas ont été faits au cours des dernières années, il reste encore nécessairement beaucoup à faire. Les étapes vers la formalisation incluent la négociation collective, les protections juridiques adéquates et le dénombrement officiel des travailleurs domestiques par les gouvernements afin que leur nombre et donc leurs besoins puissent être connus. De solides efforts d'organisation, a-t-elle souligné, sont essentiels si l'on veut que les travailleurs domestiques obtiennent la reconnaissance formelle. Les défis, cependant, ne manquent pas. Les travailleuses domestiques sont généralement invisibles et isolées. De plus, les syndicats sont souvent peu enclins à leur tendre la main, après tout, dit Tang, certains responsables syndicaux, des hommes, sont généralement eux-mêmes employeurs de travailleuses domestiques. Abordant la difficulté propre à la formalisation des travailleuses domestiques migrantes, dont beaucoup des sans-papiers, donc cachés, elle soutient que « personne ne connaît la taille réelle de ce groupe » et que « nous devons les intégrer dans les mouvements courants afin de bénéficier du soutien des travailleurs et alliés ».

Prenant ensuite la parole (Clarisse Gnahoui, membre du Conseil de WIEGO et trésorière d'un syndicat des vendeurs de rue au Bénin, qui devait intervenir ici comme prévu, n'a pu venir assister au congrès), Sally Roever, spécialiste WIEGO du secteur Commerce de rue, estime que la formalisation doit être un processus progressif, continu, qui reconnaît les contributions économiques et sociales importantes des vendeurs de rue et protègent leurs droits fondamentaux. De plus, la formalisation doit leur apporter des avantages et non les exposer seulement aux coûts induits par elle. Pour que les efforts de formalisation portent fruit, souligne Roever, les villes doivent reconnaître que l'espace public constitue, par sa valeur, la base des moyens de subsistance ainsi que de l'interaction sociale et culturelle. Malheureusement, dans de trop nombreux cas, la formalisation s'est traduite par l'éviction des vendeurs de rues ou leur réimplantation forcée dans des espaces économiquement peu viables et un lourd tribut sous forme de taxes et de droits écrasants.

« Là où les vendeurs de rue sont considérés comme un actif pour la ville et traités comme des partenaires dans la recherche de solutions durables, la formalisation peut profiter à tout le monde », a conclu Roever. Son intervention est disponible (en anglais) sur notre site Web.

Walter Rodríguez, récupérateur et président de l'UCRUS (La Unión de Clasificadores de Residuos Urbanos Sólidos), un syndicat des récupérateurs en Uruguay, est aussi de l'avis que la reconnaissance des récupérateurs, en tant que travailleurs qui assurent des services importants, est cruciale. Décrivant en détail les efforts des réseaux de récupérateurs et alliés pour faire en sorte que la récupération soit reconnue comme une profession par l'Organisation internationale du Travail (OIT), Rodríguez a souligné que, sans reconnaissance, la formalisation peut entraîner la disparition des moyens de subsistance. Qui plus est, l'incinération gagne du terrain en Amérique latine, où elle est perçue comme un moyen de « formaliser » la gestion des déchets solides. À Montevideo, dit-il, la « formalisation » du travail des déchets a été vivement critiquée par les syndicats et les récupérateurs car elle est synonyme de prise de contrôle du recyclage par des entreprises privées.

Pour Rodríguez estime qu'il est important d'unifier les récupérateurs et de créer des solutions qui avantagent tous les groupes. Un processus de formalisation bénéfique impliquerait la mise en place d'un régime de recyclage obligatoire, le soutien du gouvernement aux coopératives des récupérateurs de matériaux et la rémunération de ces derniers en tant que fournisseurs de services.

Suite au dialogue politique, WIEGO et ses membres/ partenaires institutionnels ont prévu d'organiser une série d'ateliers régionaux afin que les travailleurs informels puissent contribuer à répondre à des questions clés comme : « Que signifie la formalisation pour les travailleurs ? » « Comment la formalisation peut-elle le mieux fonctionner ? » Questions qui méritent d'être abordées en prévision de la discussion normative sur la formalisation lors de la Conférence internationale du Travail en 2014.



*Elizabeth Tang, Sally Roever et Walter Rodríguez ont présenté les points de vue des travailleurs informels sur la manière de procéder à la formalisation de l'économie informelle. Crédit photo : P. Carney*

## Le Conseil de WIEGO établit les points clés

Lors d'une réunion en 2013, le Conseil d'administration de WIEGO a également abordé le « débat sur la formalisation » en prévision de la Conférence internationale du Travail en juin 2014. Le Conseil, qui comprend des membres de trois groupes d'intéressés du réseau WIEGO —organisations de travailleurs informels basées sur les adhérents (OBA), chercheurs et professionnels du développement— a souligné que tout processus de formalisation doit d'abord prendre en compte les réalités des différentes catégories de travailleurs du informels. Le Conseil a déterminé que le rôle de WIEGO dans la discussion consistera, en partie, à réaffirmer son attachement aux définitions de l'emploi informel déjà acceptées au niveau international et aux

clauses importantes que WIEGO et ses partenaires ont préconisées dans les Conclusions de la discussion générale sur le travail décent et les travailleurs informels à la Conférence internationale du Travail en 2002.

## Les travailleurs informels participent à la rédaction de la plateforme de formalisation

Pour obtenir des détails complémentaires sur les informations fournies dans le présent rapport et accéder à d'autres ressources comme les publications, les présentations et les vidéos, rendez-vous sur [www.wiego.org](http://www.wiego.org).

Le programme Organisation et représentation ainsi que les partenaires WIEGO ont, au début de 2014, organisé une série d'ateliers régionaux pour recueillir les appréciations des travailleurs informels concernant les questions relatives à la formalisation de l'économie informelle. Réunis en Argentine, au Pérou, en Afrique du Sud et en Thaïlande, et ce en prévision de la discussion normative sur la « Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle », lors de la Conférence internationale du Travail (CIT) de 2014, les représentants des travailleuses domestiques, des travailleurs à domicile, des vendeurs de rue, des récupérateurs et d'autres travailleurs informels ont participé aux échanges visant à s'assurer que les voix des travailleurs informels —au travers de leur OBA— sont intégrées dans une plateforme commune. Du projet initial, rédigé par Pat Horn de StreetNet, avec l'aide de WIEGO, au projet final, la plateforme a bénéficié de la contribution de 94 travailleurs, au total.

Elle énonce les besoins fondamentaux communs aux travailleurs informels de même que leurs revendications dans trois secteurs, à savoir les efforts d'organisation, la voix et le pouvoir de négociation; l'identité et le statut juridiques; et les droits du travail, les droits sociaux et économiques, y compris la protection sociale. La plateforme présente également les différentes catégories d'emplois informels, offre un cadre global pour la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et formule des exigences sectorielles spécifiques relatives à la formalisation.

Une délégation WIEGO, coordonnée par Karin Pape, notre conseillère sur l'Europe, et composée de représentants des travailleuses domestiques, des travailleurs à domicile, des vendeurs de rue et des récupérateurs, distribuera la plateforme à la 103<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail en juin 2014. Objectif : faire entendre, lors de ces discussions, la voix authentique des travailleurs informels.

La plateforme complète peut être téléchargée en français, anglais, espagnol et en russe.

*Les revendications et besoins fondamentaux communs tirés de la plateforme sont reproduits au plat verso du présent rapport.*

**PLATEFORME DU RÉSEAU WIEGO**  
DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE VERS L'ÉCONOMIE FORMELLE :  
une transition dans l'intérêt des travailleurs de l'économie informelle

**De quoi les travailleurs informels ont-ils besoin?**

Les travailleurs démunis de l'économie informelle ont en commun un ensemble de besoins et d'exigences fondamentaux auxquels s'ajoutent ceux qui se relient directement à leur statut d'emploi, à leur occupation et à leur lieu de travail. Pour tous les travailleurs informels, la formalisation doit se traduire par des prestations et des protections sociales, pas simplement par les coûts d'accès à la formalité.

Fruit d'un processus participatif international mené de concert avec les organisations des travailleurs informels et alliés

# Renforcement des organisations de travailleurs

## Les travailleuses domestiques s'unissent

En s'appelant la Fédération mondiale des travailleuses domestiques (FMTD), le Réseau international des travailleuses domestiques consacre sa transformation et devient la première fédération mondiale des syndicats et associations gérés par des femmes. Cette transformation historique a eu lieu lors du congrès fondateur à Montevideo, en 2013, qui a été soutenu par le projet baptisé « Promotion du leadership des travailleuses domestiques », un projet WIEGO, dans le cadre du programme Organisation et représentation. Le dernier jour, et votant à l'unanimité, les délégués des organisations de travailleuses domestiques ont adopté la Constitution de la FMTD, une étape décisive qui prouve que tous les travailleurs, aussi isolés ou aussi écartés qu'ils soient, peuvent s'organiser pour revendiquer leurs droits.

Historiquement, les personnes qui travaillent dans les maisons des particuliers sont invisibles, oubliés en tant que travailleurs et privés de leurs droits fondamentaux. Mais, forts de leurs efforts d'organisation, et à force de détermination, les travailleuses domestiques ont fait des progrès remarquables depuis leur triomphe à la Conférence internationale du Travail en 2011, où elles ont vu adopter la Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (C-189) et les recommandations qui l'accompagnent.

Chemin faisant, WIEGO a apporté du soutien financier et technique, y compris la direction du processus d'élaboration de la constitution et du réseautage en Europe. En octobre 2013, WIEGO a publié « Ensemble, nous avons réussi ! » Comment les travailleuses dans le monde ont acquis leur statut et leurs droits internationaux, de Celia Mather, une étude qui retrace le parcours menant à l'adoption de la C-189 par les employeurs, les syndicats et les représentants de gouvernement. Cet document, « Ensemble, nous avons réussi », est disponible en français, anglais, et espagnol.

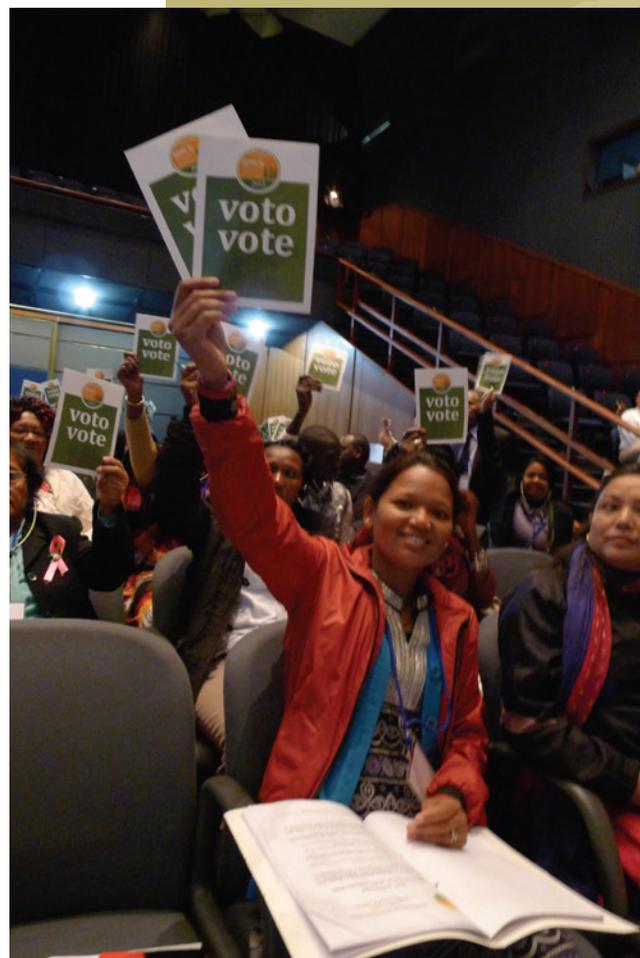
Vers mars 2014, 15 pays avaient ratifié la C-189 au travers de leurs processus législatifs. Et dans d'autres —dont l'Afrique du Sud, la Guinée, la Tanzanie et six États de l'Inde—, les campagnes menées ont permis d'améliorer les lois, les salaires ou les conditions de travail des travailleuses domestiques. Au moins 30 000 travailleuses domestiques sont devenues membres de syndicats, une hausse de 17 pour cent par rapport à décembre 2012, selon la FMTD.

Les travailleuses domestiques se sont également donné la main en lançant officiellement le Réseau africain des employés de maison (RADEM), à Cape Town, en juin 2013, un événement marqué par les représentants homologues de 17 pays, dans le but de renforcer la coordination et la solidarité entre les organisations d'attache et de mobiliser les efforts collectifs pour faire ratifier la C-189 et améliorer la législation en faveur des travailleurs domestiques en Afrique. Chris Bonner, directrice du programme WIEGO Organisation et représentation, a facilité la séance de travail d'élaboration des lignes directrices du fonctionnement du RADEM et a aidé une équipe chargée d'élaborer une déclaration.

## Leadership des travailleuses domestiques : des avancées

Au total, 518 travailleuses domestiques ont participé à 21 ateliers organisés dans de nombreux pays —Bénin, Brésil, Cambodge, Hong Kong/Chine, Inde, Mozambique, Népal, Pérou et Tanzanie— visant à renforcer les capacités.

*La Fédération mondiale des travailleuses domestiques (FMTD) a été formée à l'issue d'un vote à l'unanimité au congrès fondateur de cette organisation internationale.*  
Crédit photo : J. Shenker



## Travailleurs informels : un projet réduit les risques liés au travail

En 2013, le programme WIEGO Protection sociale a élargi son projet Sécurité et santé au travail (SST) pour les travailleurs informels —projet déjà actif au Brésil, au Ghana, en Inde, au Pérou et en Tanzanie— à l’Afrique du Sud, et ce en partenariat avec Asiye eTafuleni (AeT), une ONG partenaire qui appuie les vendeurs de rue et au marché à Durban, afin de renforcer la sécurité à Warwick Junction au profit des travailleurs informels, des clients et des riverains. Centré sur la sécurité incendie et les premiers secours, dans le sillage de l’idée née au cours d’un atelier d’analyse du cadre logique et développée en projet par Laura Alferts, chercheuse SST, avec Richard Dobson et Phumzile Xulu de l’AeT, ce projet s’adresse à plus de 8 000 travailleurs informels qui gagnent leur vie sur les marchés de Warwick Junction et qui ont peu de protection contre les risques au travail, incluant des blessures, inondations et incendies. En juin 2013, la Fondation Rockefeller a annoncé que cette initiative conjointe WIEGO-AeT est parmi les dix projets dans le monde entier à avoir gagné le prix prestigieux Défi innovation du centenaire.

Ce projet, qui s’appelle maintenant *Phephanathi*, mot zoulou qui signifie « se sentir en sécurité avec nous », associe des organisations de vendeurs, c’est-à-dire que les vendeurs formeront à chacun des neuf marchés de Warwick un sous-comité de gestion des risques pour mieux faire prendre conscience et faire le suivi des questions de santé et de sécurité. De même, les représentants élus seront formés aux premiers secours, à la sécurité incendie et aux procédures d’urgence. Le Comité de gestion des risques de Warwick Junction devrait créer un forum de dialogue entre les vendeurs et la municipalité.

*L’Inde est devenue le premier pays à avoir adopté une législation nationale pour protéger les moyens de subsistance, la sécurité sociale et droits de l’homme des vendeurs de rue. Crédit photo : J. Luckham*

Laura Alferts et Francie Lund, directrice du programme WIEGO Protection sociale, ont fait état des travaux à Warwick Junction lors d’une sous-conférence sous le thème « Risques urbains et intervention humanitaire », volet de la conférence de la Commission de la santé urbaine internationale 2014 qui a eu lieu à Manchester, au Royaume-Uni.

WIEGO et AeT ont également commencé à collaborer avec l’Université de KwaZulu-Natal en vue d’explorer les questions de santé que soulèvent les vendeurs-cuisiniers de maïs en épi (*mielie*) à Warwick Junction, à Durban.

## Les vendeurs de rue de l’Inde ont gagné le combat de leur vie

En février 2014, la Chambre haute du Parlement indien a adopté le projet de loi (Protection des moyens de subsistance et réglementation du commerce de rue ou, en anglais, Protection of Livelihood and Regulation of Street Vending), une victoire remportée de haute lutte et qui fait de l’Inde le premier pays avoir adopté à l’échelle nationale une loi progressiste en faveur des vendeurs de rue. La SEWA et l’Association nationale des vendeurs de rue de l’Inde (NASVI), tous deux membres du WIEGO, étaient au cœur du combat pour faire voter le projet de loi dont plusieurs dispositions protègent les moyens de subsistance, la sécurité sociale et les droits humains de plus de dix millions de vendeurs de rue en milieu urbain à travers l’Inde. Si elle est efficacement mise en œuvre, la loi mettra un terme à de nombreux obstacles et au harcèlement constant de la police et des agents municipaux dans les villes et les villages à travers le pays.



## Les travailleurs à domicile se maillent

Pour les travailleurs à domicile, une main-d'œuvre informelle vitale mais souvent invisible, l'isolement est un grand problème que WIEGO veut aider à surmonter en tissant des liens transfrontaliers et transrégionaux, grâce au projet WIEGO « Renforcement du mouvement des travailleurs à domicile ». En Amérique latine, les groupes de travailleurs à domicile et les organisations de soutien ont tenu une première réunion à Lima en septembre 2013. Le projet a également appuyé une visite d'étude qui a vu des travailleuses à domicile de la Bulgarie, de la Macédoine, de l'Albanie et de la Turquie se rendre à Ahmedabad, en Inde, où elles ont appris des choses auprès de l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA) et HomeNet Asie du Sud. D'autres activités, dont la formation des femmes leaders en Asie du Sud, l'analyse des politiques et le plaidoyer, ont permis de mieux connaître les travailleurs à domicile dans de « nouveaux » pays et de renforcer les liens avec eux.

## Formation des productrices du commerce équitable pour un changement positif

« Leadership et compétences en affaires pour les femmes adeptes du commerce équitable », ainsi se nomme un projet grâce auquel les productrices au Ghana, au Kenya et en Ouganda sont formées pour mieux comprendre leurs droits en tant que travailleuses, améliorer leurs revenus et assumer des rôles de leadership. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la *Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles*, un projet multi-volet que coordonne le programme WIEGO Commerce mondial. En décembre, les partenaires se sont réunis en Ouganda pour discuter des réalisations et tracer la voie à suivre. Une approche de la formation, dite en cascade, grâce à laquelle les facilitatrices locales se chargent de la formation dans leur propres communautés, a permis d'atteindre 1 384 femmes en 2013. Ces dernières peuvent maintenant former d'autres femmes, créant donc des possibilités de prolongement au-delà de la durée de vie du projet.

Le matériel de formation au leadership et aux compétences en affaires, mis au point localement, sert en ce moment et durant l'année 2014 au développement de matériel standardisé de base pour le projet. La boîte à outils en ligne qui en résulte mettra à disposition libre un ensemble de formation flexible et généralisé dans le but de maximiser les avantages du commerce à l'endroit des travailleurs informels au bas de la chaîne.

Les récits et les vidéos dépeignant le changement chez les femmes membres de groupes de producteurs de commerce équitable participants à ce projet sont affichés sur <http://wiego.org/wee/fair-trade>.



*« Les activités... engendrées par ce projet ont permis aux groupes participants de réaliser l'espoir de changement dans leur vie. »*

Membre de la Ugandan Federation for Alternative Trade (UGAFAT)

*Les membres de Gumutindo, une coopérative de café en Ouganda, apprennent à mieux comprendre leurs droits en tant que travailleuses, à améliorer leurs revenus et à assumer des rôles de leadership.*  
Crédit photo : B. Leifso

## Récupérateurs et emplois verts en vedette à la CIT

« Le développement durable, travail décent et emplois verts » était à l'ordre du jour de la CIT 2013. WIEGO, avec ses partenaires, a préparé un exposé de position, intitulé « Waste Pickers : The Right to be Recognized as Workers », et envoyé une petite délégation comprenant Lucía Fernández, coordonnatrice mondiale auprès des récupérateurs, Karin Pape, conseillère européenne WIEGO, et les représentants de trois organisations solides de récupérateurs de Brésil, de la Colombie et de l'Inde. La délégation, voulant que le recyclage soit reconnu comme l'un des principaux secteurs porteurs d'emplois verts de même que de développement durable et que la récupération des déchets soit désignée comme une branche d'activité qui mérite une attention particulière, s'est activement engagée auprès du Comité Travailleurs et la Commission

tripartite sur le développement durable. D'autre part, la délégation a présenté une étude sur le travail des récupérateurs à un nombre ciblé d'organisations. En définitive, la participation à la CIT 2013 a servi à nouer ou à resserrer les relations avec les syndicats, l'OIT et la Confédération syndicale internationale (CSI), attirant l'attention de sa Secrétaire générale Sharan Burrow.

## Les femmes leaders trouvent leur voix à Lima, au Pérou

Au Pérou, WIEGO et ses partenaires sont en train de mettre à profit le travail accompli au cours des quatre dernières années, travail qui a renforcé les capacités par la formation et a aidé les organisations de travailleurs se connecter aux ministères du gouvernement où leurs voix doivent être entendues. Grâce à de nouvelles initiatives, le cadre du premier projet « Voix » (2009-2012) a été élargi à plusieurs catégories de travailleurs, y compris les travailleuses domestiques, et à d'autres régions du pays. En 2015, le projet se propose d'aider environ 6 000 travailleurs informels qui vivent dans la pauvreté à bénéficier d'une meilleure protection sociale, soit de nouveaux droits d'accès à la garde d'enfants, aux soins de santé et/ou aux prestations de vieillesse. La clé du succès sera des organisations plus fortes engagées durablement dans le dialogue avec l'État et la voix accrue d'environ 200 femmes leaders de travailleurs.

En plus des quatre districts prioritaires de Lima —Independencia, La Victoria, Lima Cercado, San Martín de Porres—, comme en ont décidé les leaders des travailleurs, le projet a été implanté dans trois villes dans les régions sous-nationales du Pérou : Arequipa, Chiclayo et Tarapoto.

## Le travail des déchets : inégalité entre les sexes prise en compte

Sonia Dias, spécialiste WIEGO du secteur des récupérateurs, a joué un rôle moteur dans un projet d'étude de la discrimination à l'égard des récupératrices en Amérique latine, laquelle se fait à des multiples niveaux, et a mis en lumière les besoins des femmes. Le projet, baptisé Déchets et genre, est une collaboration entre WIEGO, le Centre de recherche de la femme à l'Université fédérale de Minas Gerais, le Mouvement national des récupérateurs de matériaux du Brésil (Movimento Nacional dos Catadores de Materiais Recicláveis - MNCR) et le réseau régional des récupérateurs d'Amérique latine (Red Lacre). Lancé en 2013, après la phase pilote en 2012, le projet est en train de créer des ressources propres à autonomiser les femmes récupératrices dans toute l'Amérique latine. À ce jour, il a produit un guide méthodologique sur l'égalité des sexes et des ateliers centrés sur les déchets (en portugais), une bibliographie annotée (en anglais) sur les études actuelles de la question (genre et déchets), des rapports

individuels sur les quatre ateliers et une liste de ressources pédagogiques (vidéos, manuels, etc.) accompagné d'un sommaire de chaque document, des points clés et des liens. L'objectif à terme est créer une boîte à outils pour les femmes récupératrices et leurs organisations.

En juillet 2013, le Centre de solidarité a organisé à São Paulo, au Brésil, sous le thème « Autonomisation des femmes, égalité des sexes et droits des travailleurs : transformer le terrain » une réunion régionale à laquelle ont participé Sonia Dias et Elaine Jones, directrice du programme Commerce mondial. En décembre, Dias a également donné un atelier sur l'autonomisation des femmes au rassemblement annuel connu sous le nom Expocatadores, organisé par le mouvement brésilien des récupérateurs et qui a attiré 3 000 récupérateurs de 15 pays désireux d'apprendre des uns des autres et de célébrer leur travail.

*Les femmes récupératrices au Brésil décrivent ce que signifie l'autonomie pour les femmes à la maison, au travail, au sein du mouvement coopératif et dans le mouvement des déchets. Leurs réponses ont servi à créer un « arbre d'autonomie ».*  
Crédit photo : S. Dias



Enfin, les équipes WIEGO chargées des programmes Politiques urbaines et Organisation et représentation, ont apporté une contribution essentielle aux efforts visant à encadrer l'approche de la Banque interaméricaine de développement d'un guide des questions sur l'égalité des sexes. Les équipes WIEGO ont également aidé à l'examen de la littérature et a revu en profondeur la première version de leur guide.

## Le développement durable : formation des partenaires du projet Villes inclusives

Dans son rôle de chef de file du projet mondial Villes inclusives, WIEGO a déployé son expertise et énergie pour s'assurer que ses organisations partenaires auront un avenir durable une fois que le projet arrivera à terme fin 2014. À cette fin, WIEGO a travaillé avec nos partenaires les aidant à mettre en place des plans stratégiques clairs et complets et à forger de nouvelles relations avec les partenaires financiers. L'équipe du programme Projets mondiaux a mené des recherches sur les bailleurs de fonds potentiels et aiguillé nos partenaires vers des partenaires financiers.

Par ailleurs, nous avons apporté une aide directe et variée, centrée sur les besoins de chaque organisation, par exemple, du soutien intensif à l'AeT dans la conception et la rédaction des demandes de financement. De même, nous avons aidé StreetNet à embaucher un consultant en levée de fonds pour élaborer des propositions, donné aux organisations sœurs de la SEWA des ateliers sur la levée de fonds et les cadres logistiques, donné des conseils substantiels sur la révision du budget global de la SEWA Academy et revu les propositions dressées par la SEWA Bank et la SEWA Union. Le syndicat KKP KP et la Manila Housing Trust ont bénéficié des séances de planification stratégique, tout comme HomeNet Asie du Sud (HNSA) qui a eu une séance de planification stratégique donnée en personne par Rhonda Douglas, directrice du programme Projets mondiaux. Forts de leur expérience, nos professionnels de la communication ont collaboré étroitement avec la SEWA Bharat dans la planification des communications et le développement de sites Web. La capacité à accompagner la formation avec du soutien au suivi a été un facteur clé pour le progrès que nos partenaires ont réussi.

WIEGO a également établi et tient à jour le site wiki de collecte de fonds et de développement durable des OBA, emplacement aussi des avis et des sommaires des opportunités actuelles. Les OBA —membres institutionnels et partenaires de projets WIEGO— ont accédé à ce site de ressources plus de 2 000 fois cette année. Le site wiki est en voie de mise à jour pour intégrer cinq langues, de nouveau contenu d'atelier et les listes de bailleurs de fonds. À mesure que s'achève notre travail sur la durabilité, nous préparons sous la rubrique Stratégie de durabilité, à l'intention des OBA, une série de publications qui constitueront un héritage important du projet Villes inclusives. Plusieurs ressources, y compris le Guide des éléments des propositions (*Proposal Elements Guide*) et un guide de formation générale à la préparation des demandes de subvention, ont déjà été réalisées.

## Villes inclusives : les partenaires se préparent à la dernière réunion d'apprentissage

En prévision de la dernière réunion annuelle d'apprentissage à ce stade du projet Villes inclusives, en avril 2014, les partenaires ont participé à une évaluation finale du projet. Ce travail a consisté, entre autres, à préparer des études de cas détaillées soulignant les domaines où le projet a eu un impact au niveau de la ville, ainsi qu'un aperçu quantitatif des produits et des résultats.

**Villes inclusives** est une collaboration entre des OBA de travailleurs pauvres, des alliances internationales des OBA et des organisations de soutien qui travaillent ensemble, en tant que partenaires, pour améliorer la situation des travailleurs pauvres. Depuis son lancement à la fin de 2008, le projet Villes inclusives s'attache à renforcer les capacités des OBA dans les domaines de l'organisation, de l'analyse des politiques et du plaidoyer, afin que les travailleurs informels urbains disposent des moyens nécessaires pour se faire entendre dans le cadre des processus de planification urbaine. Voir [www.inclusivecities.org](http://www.inclusivecities.org).

### Villes inclusives : partenaires

Asiye eTafuleni (AeT)

Fondation Avina

HomeNet Asie du Sud (HNSA)

HomeNet Asie du Sud-Est (HNSEA)

Kagad Kach Patra Kashtakari  
Panchayat (KKPKP)

Réseau des récupérateurs  
d'Amérique latine et des Caraïbes

Association des femmes  
travailleuses indépendantes (SEWA)

StreetNet International

Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation  
(WIEGO)

## Concert d'éloges pour le Projet de leadership des femmes

WIEGO s'est vue encensée par PriceWaterhouseCoopers, la firme chargée de la gestion des subventions accordées par le gouvernement des Pays-Bas dans le cadre du « Funding Leadership and Opportunities for Women » :

*WIEGO est une organisation très professionnelle avec un vaste réseau formée d'organisations basées sur leurs adhérents (OBA) que sont des travailleurs informels, d'institutions de recherche et d'organisations internationales de développement. Cette structure lui permet de mettre en œuvre efficacement ses programmes, y compris les nombreuses activités FLOW. La force de WIEGO réside dans sa capacité à combiner l'investigation (action) et la participation des universités, ainsi que la participation des OBA sur le terrain, donnant un institut bien pensé apte à réagir efficacement aux besoins des travailleuses informelles et à influencer la communauté juridique pour que soient adoptée au niveau législatif de l'État des dispositions juridiques qui protégeront les droits économiques et sociaux des travailleurs.*

Le projet WIEGO, intitulé *Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles*, un projet multi-volet financé par FLOW et visant à renforcer la capacité d'organisation et de leadership des femmes en emploi informelle, a été mis en œuvre par les réseaux WIEGO et organisations partenaires au travers des sept volets prévus ;

Au travers du projet baptisé « Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles », WIEGO s'emploie à encourager les travailleurs à domicile en Europe de l'Est, comme cette brodeuse en Bulgarie, à se mailler de manière à renforcer les organisations. Crédit photo : V. Zlateva



- Renforcement du mouvement des travailleuses à domicile
- Promotion du leadership des travailleuses domestiques
- Développement chez les travailleuses informelles en commerce équitable des compétences en leadership et en affaires
- Renforcement de la voix des femmes travailleuses informelles dans les questions de politique sociale
- Renforcement du mouvement mondial des vendeurs de rue et au marché
- La loi et l'économie informelle
- Assemblée des femmes leaders 2014

Le site du projet, [wiego.org/wee](http://wiego.org/wee), offre des nouvelles, des récits, des vidéos et des mises à jour.

# Visibilité accrue des travailleurs informels

## IEMS : les résultats de l'étude ont été publiés

Après deux ans de planification, de formation, et de recherche menée en partenariat avec des OBA et des chercheurs dans dix villes, les résultats de l'Étude de suivi de l'économie informelle (IEMS), compilés et analysés, offrent une compréhension profonde de groupes de travailleurs informels urbains —les travailleurs à domicile, les vendeurs de rue et les récupérateurs—, c'est-à-dire de comment ils sont touchés par (et y répondent) les tendances économiques, les politiques et pratiques urbaines, la dynamique des chaînes de valeur et d'autres forces économiques et sociales. Unique dans son intention, sa conception et sa portée, l'étude IEMS remet en question les idées reçues sur l'économie informelle en montrant que les travailleurs informels urbains jouent un rôle vital dans l'économie urbaine tout en aidant leur ménage à échapper à la pauvreté extrême.

La collecte des données au moyen d'enquêtes quantitatives (questionnaires) et qualitatives (groupes de discussions) a mis à contribution :

- 447 travailleurs à domicile à Ahmedabad, en Inde; Bangkok, en Thaïlande; et Lahore, au Pakistan
- 743 vendeurs de rue à Accra, au Ghana; Ahmedabad, en Inde; Durban ; en Afrique du Sud; Lima, au Pérou; et Nakuru, au Kenya
- 763 récupérateurs de matériaux à Belo Horizonte, au Brésil; Bogotá, en Colombie; Durban, en Afrique du Sud; Nakuru, au Kenya; et Pune, en Inde

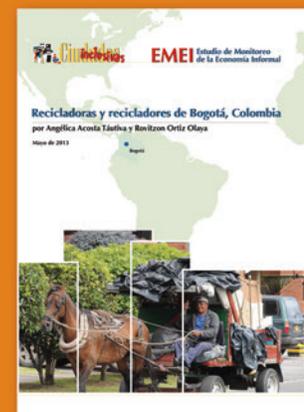
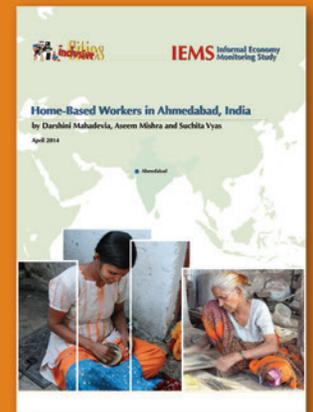
Les résultats de l'étude IEMS, qui ont commencé à être publiés en 2013, incluent notamment des rapports par ville/secteur. Trois rapports sectoriels sont au stade de production finale, et un rapport global sera publié plus tard dans l'année 2014. Les résultats de l'étude seront également mis entre les mains des travailleurs informels et de leurs organisations vu que WIEGO entend les reprendre sous forme de notes de plaidoyer faites spécifiquement pour des OBA partenaires au projet.

L'étude a trouvé que la plupart des travailleurs n'ont pas choisi l'informalité pour se déroger à la réglementation, mais par nécessité, et que, dans l'échantillon soumis à l'étude, la vaste majorité des ménages de travailleurs comptent sur les revenus informels pour la survie. Ces travailleurs informels urbains jouent un rôle vital dans l'économie urbaine et aident à leur ménage à échapper à l'extrême pauvreté.

De plus, l'étude a exploré les liens entre les économies formelles et informelles ainsi que les contributions de la main-d'œuvre informelle urbaine aux économies urbaines. Dans toutes les villes et dans les trois groupes professionnels, les participants ont rapporté que les politiques et pratiques de l'administration municipale ont mis à mal leurs moyens de subsistance. De là, les chercheurs ont conclu que les travailleurs informels, qui constituent la grande majorité de la main-d'œuvre urbaine dans la plupart des régions, pourraient contribuer bien plus que ce qu'ils font, si les politiques et les pratiques locales favorisent leur travail plutôt que de l'entraver.

Les résultats de l'étude ont été dévoilés début avril 2014, au Forum urbain mondial en Colombie, devant un large public intéressé et ont eu beaucoup d'écho dans les médias du monde entier.

Les études IEMS peuvent être téléchargées du site [www.inclusivcities.org](http://www.inclusivcities.org) (d'autres y paraîtront au cours des prochains mois).



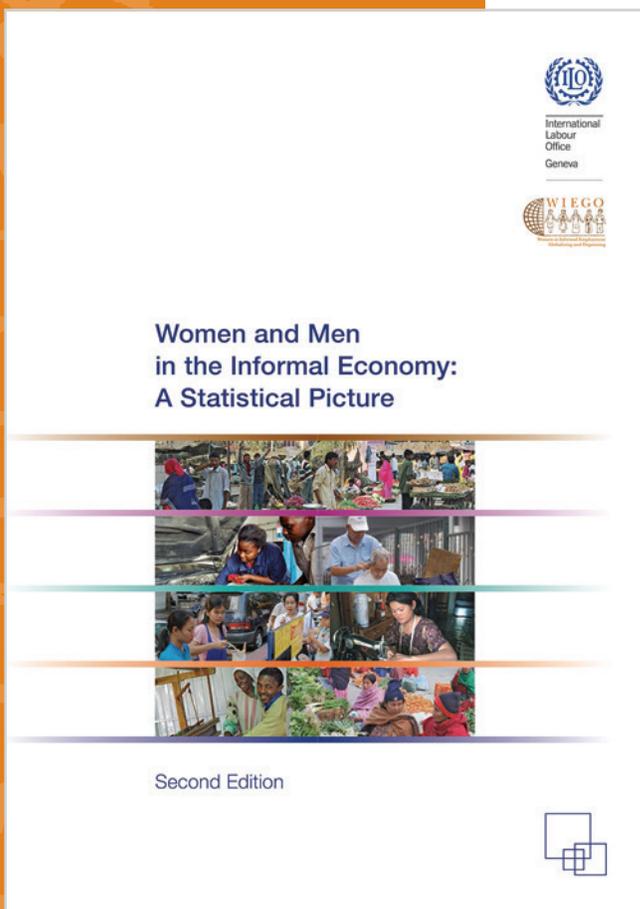
## Statistiques : meilleure prise sur la main-d'œuvre informelle grâce à la collaboration

Donnant visibilité aux travailleurs dans l'économie informelle, et ce au travers des réalités chiffrées, le programme WIEGO Statistiques poursuit ses travaux d'avant-garde en collaborant avec un nombre d'organismes internationaux. En septembre 2013, WIEGO a participé à la réunion annuelle du Groupe d'experts de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur les indicateurs de la qualité de l'emploi. Françoise Carré, Coordinatrice de la recherche WIEGO, Joann Vanek, Directrice WIEGO du programme ainsi que Rodrigo Negrete, membre WIEGO et du service des statistiques du Mexique, ont présenté un document d'information sur l'utilisation des indicateurs proposés pour mesurer l'emploi informel dans les pays développés.

En octobre 2013, le manuel intitulé *Measuring Informality : A Statistical Manual on the Informal Sector and Informal Employment* a été lancé lors de la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) à Genève. Joann Vanek a joué un rôle essentiel dans la préparation de ce manuel, auquel a collaboré le Groupe international d'experts sur les statistiques du secteur informel (Groupe de Delhi), et qu'a publié l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le manuel est disponible en français, anglais et espagnol.

Participant à la CIST, en tant qu'observateur, WIEGO en a profité pour participer aux discussions sur un nouveau cadre pour les statistiques de travail, ainsi que la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP) et d'autres sujets que le préoccupent (statistiques sur les salaires, l'intégration des questions de genre dans la production des statistiques du travail, les statistiques sur la violence au travail, l'emploi informel et le secteur informel, les statistiques sur les coopératives et la diffusion des statistiques et des fichiers de données par l'OIT). Il y avait un fort consensus sur la révision nécessaire de la CISP pour tenir compte des derniers développements sur les marchés du travail. Les délégués de l'OIT et des pays ont mis en évidence les problèmes rencontrés dans la classification de nombreuses nouvelles formes d'emploi, y compris la diversité des contrats de travail. La révision devra nécessiter de larges consultations avec les constituants tripartites, à tous les stades, et WIEGO sera impliquée dans ce processus.

En décembre 2013, l'OIT et WIEGO ont publié *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, 2<sup>e</sup> édition*, un rapport qui fournit pour 47 pays, et ce pour la première fois, des mesures directes de l'emploi informel à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises informelles. WIEGO a publié *Statistics on the Informal Economy: Definitions, Regional Estimates and Challenges* (Document de travail WIEGO, no 2) de Joann Vanek, Martha Chen, Françoise Carré, James Heintz et Ralf Hussmanns, un document d'accompagnement offrant des estimations régionales. Les nouvelles estimations sont plus robustes que les estimations largement citées dans la publication 2002 et étaient publiées en mi-2014.



## Statistiques : les travailleurs à domicile en Asie du Sud en vedette

Les travailleurs à domicile —qui produisent chez eux, dans leur propre maison, des biens ou des services pour le marché— sont les plus invisibles parmi les travailleurs informels. WIEGO s'emploie depuis longtemps à changer cet état de choses en faisant braquer sur eux les feux des projecteurs. Marty Chen, Coordonnatrice internationale WIEGO, et Joann Vanek, Directrice du programme Statistiques, ont prêté main forte à deux projets concernant le développement et l'utilisation de statistiques sur les travailleurs à domicile et les travailleurs externes. Le premier projet a vu Ratna Sudarshan et Govindan Raveendran analyser les données de trois enquêtes sur l'emploi et le chômage en Inde, menées en 1999-2000, 2004-2005 et 2009-2010, pour dégager les tendances de l'emploi et les changements par secteur d'activité économique.

Le second, un projet réalisé de concert HomeNet Asie du Sud et Home Net Asie Sud-Est, s'est fondé sur les statistiques nationales disponibles dans trois autres pays pour décrire le nombre et les caractéristiques de ces travailleurs. Des Notes d'information statistiques WIEGO ont été ensuite préparées au sujet du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et du Pakistan.

*De nouvelles notes d'information statistiques sont disponibles pour quatre pays, dont le Bangladesh, où ces deux femmes sont tisserandes. Crédit photo : M. Chen*



## Forum urbain mondial : les travailleurs informels urbains en point de mire

En prévision du Forum urbain mondial en Colombie, en avril 2014, les membres de l'équipe de WIEGO ont travaillé de concert avec nos partenaires au projet Villes inclusives pour s'assurer que les travailleurs informels sont représentés, que leurs questions sont clairement mises en avant et que leur présence se fait sentir. Les préparatifs, dont la création d'affichages (photo à la droite) et des imprimés, étaient placés sous le thème « Les villes inclusives fonctionnent mieux ».

Malheureusement, en finalisant le matériel et les stratégies, nous avons appris que certains membres de notre délégation —les récupératrices de l'Inde représentant le KKKPKP— ne seraient pas en mesure d'y assister car le visa de transit leur ayant été refusé en raison de l'insuffisance de leur revenu.

Dans le cadre de sa préparation au Forum urbain mondial 7, WIEGO a lancé une nouvelle section de son site Web exposant les problèmes de subsistance en milieu urbain. Rendez-vous sur [wiego.org/cities](http://wiego.org/cities).

### INCLUSIVE CITIES WORK BETTER

#### Urban informal work

- sustains families
- grows economies
- enhances social well-being



### LAS CIUDADES INCLUSIVAS FUNCIONAN MEJOR

#### El trabajo informal urbano

- sostiene familias
- hace crecer a las economías
- mejora el bienestar social



#### HOME-BASED WORKERS

are invisible but vital players in global and domestic value chains.

#### TRABAJADORES A DOMICILIO

Permanecen invisibles pero son actores esenciales en las cadenas de valor a nivel nacional y global.



Women in Informal Employment  
Globalizing and Organizing



#### STREET VENDORS

enliven city spaces, offering affordable and convenient choices for consumers.

#### VENDEDORES AMBULANTES

Enriquecen los espacios de la ciudad ofreciendo opciones asequibles y convenientes para los consumidores.



Women in Informal Employment  
Globalizing and Organizing

### A MAJOR PART OF THE WORKFORCE

#### Statistics

Informal Employment as % of  
Total Non-Agricultural  
Employment 2004-2010



#### WASTE PICKERS

collect waste and divert material from landfills at little cost to city budgets.

#### RECICLADORES

Recogen residuos y desvían material de los vertederos a un bajo costo para los presupuestos de la ciudad.



Women in Informal Employment  
Globalizing and Organizing

### PARTNERS



## Les médias sociaux atteignent un public grandissant

WIEGO continue d'accroître notre visibilité et d'élargir le public qui s'intéresse à notre travail et à celui de nos partenaires dans la sphère du développement en ligne. Le projet Villes inclusives occupe dans le paysage urbain en ligne une place distincte et valable. En effet, WIEGO et les partenaires au projet y abordent tous les jours les questions concernant les travailleurs informels et exécutent des stratégies de médias sociaux autour des dates d'événements repère (Journée des récupérateurs, Journée des vendeurs de rue, la Fête du travail, etc.), de grands événements politiques (loi nationale en faveur des vendeurs de rue en Inde) et d'autres faits marquants. Le public intéressé se compose d'organisations internationales, de professionnels du développement, de militants, d'urbanistes, de chercheurs et de journalistes. La responsabilité de communiquer avec ce public très varié, via les médias sociaux, se partage entre nos équipes de communications et de programmes.

Le nombre de personnes qui nous suivent sur Twitter, via les comptes WIEGO et Villes inclusives, a plus que doublé atteignant 5 600, d'avril 2013 en avril 2014, tandis que, sur Facebook, les pages WIEGO et Villes inclusives ont franchi la barre des 36 000 visiteurs.

## Travailleurs informels : les nouvelles se répandent

WIEGO rassemble et diffuse des nouvelles sur l'économie informelle et les travailleurs informels plus généralement dans le cadre de son Système de suivi mondial. Ce système permet à WIEGO d'assurer en temps réel le profil des lieux particulièrement préoccupants (les « points chauds ») et des pratiques inclusives (« points lumineux »). En moyenne, 900 nouveaux articles sont recensés par semaine et plus de 140 sont diffusés dans quatre langues. Nos partenaires reçoivent les diffusions en contenu et facilitent ainsi la solidarité internationale et l'apprentissage inter-pays. La sensibilisation aux questions est meilleure. Les urbanistes, les professionnels du développement, les journalistes et les décideurs politiques figurent aussi parmi nos suiveurs. Les liens vers les articles sont publiés sur les sites Web de WIEGO et de Villes inclusives, par secteur et par pays, et sont consultables.

## WORD : passons le mot !

La base de données —WORD— que tient WIEGO en faveur du programme Organisation et représentation compte maintenant plus de 900 entrées détaillées, 150 d'entre elles ont été ajoutés en 2013-2014, concernant des organisations.



Suivez-nous sur  
<http://twitter.com/wiegoglobal>  
et <http://twitter.com/InclusiveCities>



et Facebook  
<http://www.facebook.com/wiegoglobal> et  
<http://www.facebook.com/InclusiveCitiesProject>

## Base de connaissances : elle s'enrichit

### Efforts d'organisation et négociation collective

WIEGO et le Centre de Solidarité de l'AFL-CIO aux Etats-Unis ont collaboré à des travaux de recherche portant sur les efforts d'organisation dans l'économie informelle. Un projet comprend une étude des travailleurs sous-traitants du vêtement au Bangladesh. Un autre projet porte sur la négociation collective dans l'économie informelle. Une équipe de chercheurs a mené une analyse et produit cinq études de cas disponibles en ce moment sous la rubrique *Collective Bargaining in the Informal Economy* (Négociation collective dans l'économie informelle) du site Web de WIEGO :

- *Collective Bargaining Among Transport Workers in Georgia*
- *Collective Bargaining Negotiations Between Street Vendors and City Government in Monrovia, Liberia*
- *Negotiating the Recycling Bonus Law: Waste Pickers and Collective Bargaining in Minas Gerais, Brazil*
- *Collective Bargaining by Workers of the Indian Unorganized Sector: Struggle, Process, Achievements, and Learning*
- *Collective Bargaining and Domestic Workers in Uruguay* (en espagnol également)

Un rapport de synthèse a été publié sous la forme d'une Note informative de WIEGO voué aux efforts d'organisation : *Informal Workers and Collective Bargaining: Five Case Studies* par Debbie Budlender, chef des travaux.

De même, un nouveau projet de négociation collective dans le secteur du commerce de rue et au marché a été lancé en collaboration avec Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International et grâce au soutien financier du Centre de solidarité. Le projet permettra à StreetNet de mettre à l'épreuve, avec autant d'organisations que possible, sa directive intitulée « Towards a model framework for a local level collective bargaining system for street traders » (Vers un cadre de modélisation d'un système de négociation collective locale pour les vendeurs de rue). Ce projet, qui consiste également à encourager les affiliées à préconiser les forums de négociation axés sur le cadre, est encore à un stade précoce. Les informations concernant 14 affiliées de StreetNet ont été compilées et l'Umbumbano Traders Alliance (Durban, Afrique du Sud) a bénéficié d'un soutien intensif pour mettre en place un forum et négocier des questions importantes avec la municipalité locale. Le travail initial avec les organisations de vendeurs à Johannesburg a été fait. Les études de cas sur les activités des vendeurs/commerçants ainsi que leurs relations avec les autorités municipales de Durban et de Johannesburg ont été préparées. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport préparé pour WIEGO et le Centre de solidarité, et il sera publié sur notre site Web.

Une nouvelle publication WIEGO examine le recours croissant à la main-d'œuvre contractuelle dans le vêtement et d'autres chaînes de valeur mondiales. Crédit photo : S. Tubsakul, HomeNet Thaïlande



### Main-d'œuvre contractuelle dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'habillement

Les entreprises se font une piètre idée des manières dont les travailleurs informels sont de plus en plus insérés dans les chaînes de valeur mondiales. En s'engageant dans l'Initiative pour le commerce éthique (ETI), WIEGO a pu faire valoir la perspective des travailleurs informels dans l'analyse de l'évolution des relations de travail et des ententes contractuelles.

En 2013, un document de recherche intitulé *Contract Labour in Global Garment Supply Chains*

(le contrat de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'habillement) a été préparé par Man-Kwun Chan. Se fondant sur la littérature existante et la recherche primaire, cette étude examine la prévalence de l'usage et les facteurs qui influent sur l'usage de la main-d'œuvre contractuelle dans les pays d'approvisionnement clés, les caractéristiques des entrepreneurs de main-d'œuvre et les travailleurs contractuels ainsi que la relation contractuelle entre eux. L'étude s'est également intéressée à l'évolution de l'emploi de la main-d'œuvre contractuelle depuis le début de la crise financière mondiale. Présentée à la réunion des sociétés membres l'ETI, l'étude a eu un grand écho auprès des participants qui ont convenu que le problème soulevé se pose dans toutes les chaînes d'approvisionnement et plusieurs entreprises ont pris l'engagement de la faire progresser. Le résultat direct est que les sociétés et les ONG membres ont appelé au Secrétariat de l'ETI de s'assurer que le travail contractuel est inscrit à l'ordre du jour des débats stratégiques.

## Programme de protection sociale : la garde d'enfants

Francie Lund, Directrice WIEGO du programme Protection sociale, est en train de préparer une série de travaux sur la garde d'enfants et la protection sociale de la mère. Bien entendu, la garde des enfants est à l'agenda du jour du développement, mais il y manque la perspective du travailleur informel. Comment les travailleurs informels s'arrangent pour la garde des enfants ? Combien de prestataires de services de garde d'enfants le sont à titre informel ? Invitée par le Bureau régional de l'OIT —Équipe de travail décent pour l'Afrique de l'est et l'Afrique australe—, Lund a présenté le point de vue des travailleurs informels lors d'un atelier intitulé « Avantages économiques et sociaux de la protection de la maternité », organisé à Johannesburg en décembre 2013.

Dans la première phase de l'Initiative WIEGO de garde d'enfants, le programme Protection sociale se penche sur la faisabilité d'une campagne mondiale pour intégrer la garde d'enfants dans la protection sociale —tant sur le plan conceptuel qu'en termes de politique, comme un élément essentiel de celle-ci—, expliciter le lien avec le travail informel et examiner comment une disposition prévoyant la garde d'enfants pourrait favoriser l'autonomisation économique des femmes. À la mi-2015, un atelier stratégique sera organisé pour faire le point et, si faisable, élaborer un plan de campagne et une stratégie de communication.

## Alliances pour une meilleure politique de protection sociale

Les relations avec l'émergent Southern Africa Social Policy and Economic Network (SASPEN), le réseau sud-africain de politique sociale, continuent de se développer de même que par le biais de l'Union africaine. Avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert, WIEGO a réussi à faire en sorte que la protection sociale pour les travailleurs informels figure dans la carte régionale. Par exemple, Francie Lund a, lors de la 9<sup>e</sup> session ordinaire de l'Union africaine des affaires économiques à Addis-Abeba, en avril 2013, présenté un exposé sur « la réglementation du marché du travail et le cadre juridique de l'économie informelle ». En septembre 2013, elle a abordé la question de protection sociale pour les travailleurs informels lors d'une conférence organisée à Johannesburg par le SASPEN. À la même conférence, elle a présenté étude sur « la santé et la sécurité au travail pour les travailleurs informels : un projet WIEGO au Ghana, en Tanzanie, au Brésil, au Pérou et en Inde ».

## Meilleur accès aux services de santé par téléphonie mobile

Le programme WIEGO Protection sociale a participé au projet baptisé « mHealth Alliance/Vital Wave », un projet de solutions de santé mobiles pour les travailleurs informels et consistant notamment à examiner comment le téléphone mobile pourrait être utilisé pour améliorer l'accès aux services de santé et l'éducation de la santé. À ce propos, Francie Lund et Laura Alfors ont rédigé un rapport sur l'utilisation du téléphone mobile, après avoir interrogé les leaders des OBA et les membres de WIEGO. Elles ont aidé également à organiser, à Johannesburg, en mars 2014, un atelier au cours duquel les solutions de téléphonie mobile ont été présentées pour rétroaction aux travailleurs informels membres du Syndicat sud-africain des travailleurs domestiques et des travailleurs partenaires, de StreetNet, de l'Association des commerçants informels de l'Afrique du Sud, de l'Association des travailleurs informels de l'Afrique du Sud et Asiye eTafuleni.

## Événements de grande envergure : possibilités de participation des travailleurs informels

*Les récupérateurs à Belo Horizonte, au Brésil — comme ce membre de Comarp, trieuse de déchets récupérés — sont bien organisés et ont fait des progrès importants au cours des dernières années. Grâce à une loi habilitante, les catadores se voient maintenant rémunérés régulièrement, à même les deniers publics, pour leurs contributions environnementales.  
Crédit photo : D. Tomich*



WIEGO a, en prévision de la Coupe du Monde 2014 de la FIFA et des Jeux Olympiques 2016 à Rio de Janeiro, soutenu la campagne Villes de classe mondiale pour tous (WWCA) que StreetNet internationale a organisée au Brésil. En outre, Sonia Dias, spécialiste WIEGO du secteur de la récupération des déchets, a offert à l'École de hautes études internationales, rattachée à l'Université John Hopkins, et à IETS (institut d'études du travail et de la société, une ONG établie au Brésil), la possibilité d'inclure les récupérateurs à la tenue des méga événements. Ces organisations ont été chargées d'élaborer à l'intention des installations de gestion des déchets une série d'options devant servir à ancrer les « emplois verts » pour les récupérateurs à la décharge de Gramacho, l'objectif étant de créer de nouvelles possibilités de réaménagement, en prévision de la Coupe du Monde 2014 et des Jeux Olympiques de 2016, et dans le souci de conformité à la nouvelle loi sur les déchets solides du Brésil. Par ailleurs, faisant le suivi du « Movimento dos atingidos

Pela Copa » (mouvement des personnes touchées par la Coupe du Monde) et de la campagne « Jogos Limpos » (fair-play) que dirige l'Institut Ethos, Sonia Dias a fourni des informations sur la campagne WCCA de StreetNet, retransmis des messages des médias sociaux et participé de temps à autre à des manifestations locales.

Des progrès ont été réalisés. De fait, grâce à un partenariat entre le Mouvement national de recycleurs du Brésil (MNCR), Coca-Cola Brésil et la FIFA, 840 récupérateurs ont eu un contrat de travail consistant à collecter les matières recyclables dans les stades des douze villes où des matchs de la Coupe du Monde ont été disputés. En outre, le ministère de l'Environnement a ouvert une ligne de crédit pour les villes hôtes afin d'encourager les municipalités à mettre en place la collecte sélective des déchets et d'en confier la charge aux « catadores » (récupérateurs de matériaux) lors des fêtes officielles.

## Questions techniques sur la récupération des déchets : WIEGO offre son expertise

Le programme WIEGO Politiques urbaines intervient régulièrement à titre d'expert sur les questions techniques critiques. Sonia Dias, Spécialiste du secteur de la récupération des déchets, travaille sur un projet de recherche-action consistant avant tout à tester les indicateurs de durabilité des programmes de ségrégation à la source. Plus précisément, ce projet, qui est une collaboration conjointe de l'Université de São Paulo au Brésil et WIEGO, et auquel participent les représentants des récupérateurs, met à l'essai un ensemble d'indicateurs environnementaux conçus pour évaluer la durabilité des programmes municipaux de la séparation à la source intégrant les récupérateurs de matériaux. Les travaux de recherche et de terrain ont été menés à bien. Les indicateurs sont en voie de consolidation dans une base de données et les rapports préliminaires ont été publiés. De même, en partenariat avec l'Observatoire du recyclage inclusif, l'équipe a donné un atelier, en mars 2014, et y a présenté les résultats préliminaires à un public composé, entre autres, des représentants d'ONG locales, d'OBA et d'universités.

WIEGO a également organisé à Belo Horizonte, au Brésil, une séance d'une demi-journée qui a mis en vedette le représentant de GAIA à l'Amérique latine (Global Alliance Against Incineration), des militants locaux du Forum Déchets municipaux et citoyenneté de même que de l'Observatoire du recyclage inclusif. Cette rencontre, qui a réuni plus de 40 personnes, a suscité un vif débat sur le travail qu'ont fait WIEGO et la GAIA au cours des négociations relatives aux changements climatiques et dans le cadre des campagnes mondiales actuelles contre les

technologies de revalorisation énergétique des déchets. Les représentants des OBA locales ont profité de cette rencontre pour en savoir plus sur les campagnes mondiales et nouer le dialogue avec les militants.

## Économie informelle urbaine : les professionnels urbains la découvrent

Les professionnels de l'urbanisme —urbanistes, concepteurs urbains, architectes et ingénieurs— sont des acteurs centraux dans « l'art de faire la Ville ». Pourtant, beaucoup d'entre eux méconnaissent l'économie informelle et la plupart se montrent souvent mal équipés pour la gérer et la soutenir. Les prenant pour cible, à savoir les professionnels de l'urbanisme, WIEGO s'est associée aux travaux des universitaires et des étudiants portant sur l'environnement bâti.

WIEGO voit encore gagner en popularité son « Postgraduate Educational Toolkit on the Urban Informal Economy » (Trousse éducative postuniversitaire sur l'économie informelle urbaine) qu'a développée Caroline Skinner, avec le soutien de l'équipe de Politiques urbaines, pour l'African Association of Planning Schools (AAPS). Cette trousse est mise à disposition, par l'AAPS, sur son site Web : [www.africanplanningschools.org.za](http://www.africanplanningschools.org.za). Par ailleurs, Caroline Skinner a contribué à deux programmes de maîtrise à l'Université de Cape Town : sur la planification urbaine et régionale d'une part et, d'autre part, la gestion et le design des infrastructures urbaines.

À l'École de gouvernement de l'Université fédérale de Minas Gerais, au Brésil, le programme d'études élaboré par Sonia Dias et intitulé « Déchets, État et développement — Égalité des sexes et de la participation » a été dispensé pendant quatre semestres consécutifs se terminant en décembre 2013. Elle a également préparé à la même université un cours de sciences sociales et environnementales, un cours d'études supérieures exposant les étudiants à diverses politiques et pratiques organisationnelles des travailleurs informels à l'échelle mondiale.

## Documentation de bonnes politiques et pratiques à l'égard des travailleurs informels

WIEGO se propose d'établir aux fins de documentation les bonnes politiques et pratiques qui ont abouti à la sécurisation des moyens de subsistance des travailleurs informels. Cette documentation alimente le débat politique et universitaire. Les études suivantes ont été réalisées au cours de la période examinée :

**Travailleurs à domicile** : *Synthesis of HomeNet South Asia's Seven Country Study on Urban Home-Based Workers*. Shalini Sinha a aidé à finaliser ces rapports et a également préparé une note d'information politique faisant la synthèse des conclusions sur les questions de services urbains.

**Vendeurs de rue** : *Vending in Public Space : The Case of Bangkok*. Gisele Yasmeen et Narumol Nirathron, deux expertes en la matière, ont préparé une note d'information politique qui fait le bilan des enseignements tirés de l'approche de Bangkok relativement à l'intégration des vendeurs de rue aux plans d'urbanisme.

**Récupérateurs** : *Waste Picker Cooperatives Negotiating Improvements in their Working Environment*. Sonia Dias a travaillé de concert avec les chercheurs locaux pour mener à bien l'analyse de ce cas publié dans le cadre d'une série d'études de la négociation collective dans l'économie informelle.

Sur [www.wiego.org](http://www.wiego.org), vous pouvez consulter plus de 2 640 publications et ressources.

## Évolution du paysage juridique

### Victoire juridique décisive remportée par les récupérateurs de Bogota

À l'âge de sept ans, Nohra Padilla faisait déjà la récupération à la décharge en Colombie. Des décennies plus tard, en 2013, elle s'est vue remettre, en reconnaissance de son activisme en faveur des recycleurs, le Prix Goldman pour l'environnement, le prix le plus prestigieux du monde décerné aux environnementalistes œuvrant au niveau local. Avec son mari, Silvio, recycleur et activiste aussi, elle a travaillé sans relâche pour aider les récupérateurs à se faire respecter, en tant que travailleurs, et à se faire reconnaître pour les services qu'ils offrent à leurs communautés. Alliant la résistance et la défense juridique, elle et ses collègues ont révolutionné leur travail et le système de gestion des déchets de Bogota.

En 1990, Nohra faisait partie d'un groupe qui a créé l'Association des récupérateurs de Bogota (ARB), aujourd'hui partenaire et membre solide de WIEGO, et en est devenue Directrice générale il y a plus de dix ans. À l'annonce d'un système d'appel d'offres public à Bogota, selon laquelle le recyclage serait confié à des entreprises privées pour une période de 10 ans, ce qui écarterait les travailleurs informels, l'ARB et ses alliés ont, dans une plainte déposée par Nohra, saisi la Cour constitutionnelle de Colombie qui a annulé le processus d'appel d'offres public des milliard de dollars. Par la suite, WIEGO, CEMPRE (une organisation colombienne qui soutient le recyclage) et d'autres alliés ont soutenu l'ARB et le Pacte du recyclage dans l'élaboration d'une proposition globale qui inclurait la communauté des récupérateurs de matériaux. En fin de compte, les récupérateurs de Bogota ont été incorporés au programme de gestion des déchets de la ville.

*Nohra Padilla, leader des récupérateurs de la Colombie, photographiée ici avec son mari, Silvio Ruiz Grisales, lors de la cérémonie de remise du prestigieux Prix Goldman pour l'environnement, en reconnaissance de son activisme. Crédit photo : M. Chen*



Federico Parra, coordonnateur WIEGO des récupérateurs en Amérique latine, a apporté un soutien considérable aux recycleurs les aidant à mettre en œuvre leur droit durement acquis de soumissionner pour des contrats publics. En 2013, l'ARB a fait partie d'un autre événement historique lorsque le maire de Bogota a déclaré le recyclage obligatoire et annoncé un régime de rémunération des récupérateurs reconnaissant leur contribution importante à l'environnement et le service public qu'ils rendent depuis longtemps. Au départ, a noté Parra, le régime de rémunération a signifié que près de 800 récupérateurs ont vu leur revenu normal augmenter de façon spectaculaire. En 2013, WIEGO a produit des vidéos montrant comment les récupérateurs de Bogota se sont battus et ont gagné leur bataille pour l'inclusion. Ces vidéos de courte durée, et disponibles sur notre site Web, sont largement diffusées pour servir de matériel pédagogique devant inspirer d'autres récupérateurs.

Malgré ces réalisations remarquables, de grands défis demeurent. La rivalité politique et l'incertitude à Bogota ont mis en péril l'inclusion de la ville des travailleurs informels de déchets. Nohra et ses collègues continuent leur lutte.

Les membres de l'équipe WIEGO ont accompagné Nohra à San Francisco et à Washington, DC, où elle a reçu le Prix Goldman pour l'environnement. Aux deux cérémonies de remise, Nohra a remercié le maire de Bogota et ses conseillers d'avoir accepté de rémunérer les recycleurs informels, donc, de les avoir reconnus comme des travailleurs légitimes dans le cadre du programme d'assainissement de la ville. Elle a également remercié la Cour constitutionnelle de Colombie et les juges, « qui comprennent maintenant que la loi », dit-elle, « peut changer le monde ».

## Débats sur l'économie informelle éclairés par le projet de droit

Depuis plusieurs années, WIEGO mène sous le thème Droit et informalité un projet multi-pays pour comprendre quelles lois ont des répercussions sur les travailleurs informels et comment ils s'y prennent pour les reformer et pour soutenir les groupements de travailleurs informels dans leur combat face à la loi. En faisant ce travail, WIEGO a trouvé que la loi peut être un outil efficace pour améliorer la vie des travailleuses informelles, d'autant plus qu'une action centrée sur le droit et l'économie informelle est à l'intersection de tous les autres volets du travail que fait WIEGO. Vers la fin de 2013, WIEGO a ajouté un nouvel élément sur le droit au projet « Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles », prolongeant ainsi le travail en cours au Ghana, au Pérou et en Thaïlande et ouvrant ce programme d'activité à l'Inde et à l'Afrique du Sud. Par ce travail, nous voulons contester les cadres juridiques actuels qui favorisent, d'une part, les entreprises et les travailleurs formels au détriment de leurs homologues informels et, d'autre part, les hommes au mépris des femmes.

Au début de 2014, WIEGO élargi la rubrique Droit et informalité sur son site Web pour en faire aujourd'hui une plateforme d'accès pour les travailleurs, les avocats, les chercheurs et les décideurs, un observatoire de textes juridiques sur l'économie informelle provenant de pays du monde entier et un gestionnaire de liens vers les informations sur les projets mondiaux WIEGO concernant le droit et l'économie informelle.

## Analyse de l'impact des lois sur l'économie informelle urbaine

Les OBA ont systématiquement demandé à avoir plus d'informations sur les lois qui façonnent leur environnement de travail et leur cadre de vie. Pour répondre à ce besoin, WIEGO a publié une série de Notes d'information juridiques qui font état des lieux en ce qui a trait aux travailleurs informels de même que des stratégies juridiques et des affaires jurisprudentielles qui peuvent mieux sécuriser les moyens de subsistance.

De même, Sally Roever, Spécialiste WIEGO du commerce de rue, et Caroline Skinner, Directrice du programme Politiques urbaines, participent à un projet mené à l'Université de Cardiff (Pays de Galles) et intitulé « Law, Rights, Regulation and Street-Trade in the 21st Century » (Le droit, les droits, la réglementation et le commerce de rue au 21<sup>e</sup> siècle). Sur trois ans, des études comparatives ont été faites dans des villes —Ahmedabad, Le Caire, Cusco, Dakar, Dar es Salaam, Durban, Quito et Tunis— pour mettre en évidence la vulnérabilité des vendeurs de rue soumis à un arsenal législatif composé de nombreuses lois souvent contradictoires. La recherche préconise la redéfinition de l'ordre juridique urbain dans le souci de promouvoir l'équité et l'inclusion. Les recommandations au chapitre de politiques incluent un audit juridique pour recenser les lois contradictoires, l'adoption de politiques nationales favorables au commerce de rue et l'établissement de droits juridiques de travailler dans l'espace public. Au dernier atelier tenu en juin 2013, Sally et Caroline ont présenté, respectivement, un exposé sur le travail juridique de WIEGO et une étude sur Durban. Alison Brown, la directrice du projet à l'Université de Cardiff, prépare un manuscrit tiré des communications présentées à la conférence et fera la synthèse des principaux résultats du projet pour les besoins d'un document de travail WIEGO.

« Nous voulions voir adopter des lois qui reconnaissent et formalisent notre travail de sorte que nous ne serions pas exposés à la persécution policière et à d'autres mesures de répression sociale. Nous voulions que la population comprenne l'impact environnemental du recyclage, c'est-à-dire que notre travail ne profite pas seulement à nous, mais aussi à tout le pays. Le gouvernement a depuis accepté la nécessité du recyclage et la ville de Bogota est maintenant tenue de mettre en œuvre un système de recyclage qui fera préserver les ressources naturelles de notre pays ... Nous avons transformé l'image des recycleurs et gagné l'acceptation de la société, et la Colombie est aujourd'hui le premier et le seul pays d'Amérique latine où les recycleurs et leur travail sont protégés par la constitution. »

Nohra Padilla, lors d'une entrevue pour le Prix Goldman pour l'environnement



**WIEGO**  
Women in Informal Employment  
Globalizing and Organizing

WIEGO Legal Brief N° 1 March 2013

### Legal and Policy Tools to Meet Informal Workers' Demands: Lessons from India

**Kamala Sankaran and Roopa Madhav<sup>1</sup>**

This Legal Brief, the first in the series, examines the ways in which informal workers fall outside of traditional employee-employer relationships and the potential for expanding the definition of a "worker" to include them. Drawing on a two-year Indian study, the Brief details how the legal and regulatory framework impacts informal workers—particularly domestic workers, fish workers, forest workers, home-based workers, street vendors and waste pickers—and how legal and policy tools have been used or can be used to address the diverse concerns of different sectors of workers in the informal economy.

#### Introduction

In 2008, WIEGO initiated the Law & Informal Economy project to contribute to the development of an enabling legal environment for informal workers—one that promotes work and economic opportunity, labour rights, benefits and protection. This paper highlights some of the key lessons learned from the pilot project in India regarding the nature of informal work and the manner in which legal and policy tools can address the concerns of informal workers.

<sup>1</sup>Kamala Sankaran is Professor at the Faculty of Law, University of Delhi and Roopa Madhav teaches at the Tata Institute of Social Sciences, Mumbai. They can be contacted at [kamala@sankaran.com](mailto:kamala@sankaran.com) and [roopa.madhav@tiss.edu](mailto:roopa.madhav@tiss.edu) respectively.



Around four thousand domestic workers gathered in Marina Beach (Chennai, India) demanding dignity of their work and life. This leader has led a struggle for minimum wages.

WIEGO Legal Brief N° 1 | 1

## Avancées juridiques marquées par les travailleurs informels au Pérou

Le projet WIEGO Droit et informalité, mené en partenariat avec l'Instituto Sindical de Cooperación al Desarrollo (ISCOD), un organisme de coopération syndicale espagnole qui agit auprès des travailleurs informels, est actif au Pérou. Après consultation avec les travailleurs domestiques, les porteurs au marché, les vendeurs de rue et les récupérateurs, l'équipe du projet s'est attachée à renforcer les capacités des leaders des travailleurs membres de différentes organisations. Aux modules de formation élaborés à l'intention des travailleurs ont été ajoutés des cours hebdomadaires sur les compétences organisationnelles et les lois qui affectent des groupes particuliers. Du matériel d'ordre créatif a également été mis au point et diffusé, de même qu'un document d'information sur le droit et l'économie informelle au Pérou. Une compilation des lois par secteur, en espagnol, a été mise à disposition sur un site Web dédié.

Les groupes ont, par la suite, élaboré des projets de nouvelles lois ou portant application des lois existantes. Et les efforts ont porté fruit sur le terrain. Au début de 2014, les vendeurs de rue ont vu leurs efforts concertés se traduire par une ordonnance plus favorable à leur travail à Lima. Les travailleuses domestiques font aussi pression pour faire ratifier la Convention concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (C-89). Les récupérateurs ont commencé à poursuivre des projets tels que le récent projet de construction d'une usine de recyclage. Tous les secteurs sont mieux à même de plaider en faveur de l'application des lois en place.

*Les vendeurs de rue à Lima ont travaillé fortement pour faire adopter un nouveau cadre juridique porteur d'amélioration quant à la sécurité des moyens de subsistance.  
Crédit photo : J. A. Venegas Sosa*



# Gouvernance, opérations et finances

## Conseil d'administration

Le conseil d'administration actuel a été constitué à l'Assemblée générale de WIEGO en 2010.

## Directeurs

Renana Jhabvala (présidente), l'Association des femmes travailleuses indépendantes (SEWA), Inde

Kofi Asamoah, Ghana Trades Union Congress, Ghana

Barbro Budin, Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, Suisse

Debra Davis (trésorière), consultante indépendante, Royaume-Uni

Clarisse Gnahoui, StreetNet International, Bénin

Ravi Kanbur, Université Cornell, États-Unis

Lin Lim, consultante indépendante, Malaisie

William Steel, Université du Ghana, Ghana

Jeemol Unni, Institute of Rural Management / Anand, Inde

Carmen Vildoso, Autorité municipale du Lima, Pérou

Le Conseil d'administration de WIEGO s'est réuni à Montevideo, en Uruguay, en octobre 2013, et une grande partie de ses délibérations ont porté sur la nécessité de mieux articuler le rôle de WIEGO, ses énoncés de politique et sa valeur ajoutée, celle que nous apportons à nos domaines d'action. A été réaffirmé le rôle de WIEGO en tant qu'institution de médiation, en particulier notre rôle consistant à jeter le pont entre les travailleurs informels/OBA et les discours et les politiques dominants, entre les disciplines universitaires et les champs de pratique, de même qu'entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques.

Réuni ensuite à Londres, au Royaume-Uni, en mars 2014, le Conseil a approuvé le budget pour l'exercice 2014-2015, s'est penché sur la nécessité d'accroître la levée de fonds ciblée et a pris des décisions concernant la prochaine Assemblée générale 2014 (voir ci-dessous).

La planification de la relève était également à l'ordre du jour. Sachant que plusieurs des principaux dirigeants de WIEGO approchent l'âge de la retraite, le Conseil a mis en place un plan global visant à assurer une transition en douceur.

## Le réseau WIEGO

Le réseau de WIEGO prend de l'ampleur, progressivement, et compte, en mars 2014, 177 membres, soit 34 membres institutionnels et 143 membres individuels dans 41 pays. Nos membres proviennent de trois groupes d'intéressés : OBA des travailleurs informels, chercheurs et professionnels du développement.



## L'équipe WIEGO

Au cours des deux dernières années, l'équipe WIEGO, constituée de 35 membres, dont 8 seulement travaillent à temps plein pour WIEGO, est restée stable. Les autres travaillent pour WIEGO d'un tiers à quatre cinquièmes du temps seulement; beaucoup ont d'autres affiliations (par exemple, dans des établissements d'enseignement), et certains ont opté pour un horaire réduit offrant un meilleur équilibre vie-travail souhaitable.

*Dans la municipalité de Canelones, en Uruguay, les membres de l'équipe WIEGO ont visité Ave Fénix, une coopérative qui a vu le jour sous l'effet d'une loi nationale sur l'emballage, laquelle exige aux producteurs d'emballages de payer la collecte et le tri de leurs matières recyclables par un groupe organisé de récupérateurs.  
Crédit photo : P. Carney*

L'équipe WIEGO		Mars 2014
Segment de l'équipe	Nombre	SEPT*
Secrétariat (basé aux États-Unis)	4	3,6
Bureau d'opérations (basé au Royaume-Uni)	6	4,5
Programme / Projets (mondial)	10	6,5
Inclusive Cities Project (mondial)	11	5,3
Équipe des communications (mondial)	4	3,0
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>22,9</b>

\* Salariés en équivalent plein temps



Malgré le caractère dispersé de l'équipe WIEGO et le fait que beaucoup de membres ont un contrat de travail à temps partiel, WIEGO a su leur offrir, par ses politiques, des conditions de travail équitables et des congés pour raisons familiales. Un Sous-comité des RH est chargé d'examiner les questions ou préoccupations à mesure qu'elles surviennent.

D'autre part, une retraite d'équipe, organisée chaque année, permet aux coéquipiers éloignés de se trouver face à face pour discuter des réalisations, des défis et des plans futurs. En 2013, cette rencontre vitale a eu lieu en octobre à Montevideo, en Uruguay. Là, nous avons cherché nécessairement à mieux cerner et à définir le niche particulier de WIEGO et notre valeur ajoutée, c'est-à-dire notre action sur le terrain consistant à jeter le pont entre la réalité des travailleurs informels et les discours dominants. On a identifié notre valeur ajoutée par WIEGO comme suit :

- proximité aux travailleurs informels, point d'ancrage de notre capacité à donner écho de leurs préoccupations et besoins
- renforcement des capacités des OBA, y compris la formation leur permettant de devenir des défenseurs de politique et des négociateurs efficaces
- communications bidirectionnelles élargies avec les OBA
- meilleures statistiques officielles et recherches sur le terrain concernant l'emploi informel

On a considéré les orientations stratégiques de chaque programme alors qu'ils s'efforcent de cerner les priorités ainsi que les domaines où nous pourrions opérer des retranchements pour mieux focaliser nos énergies. Nous nous sommes également penchés sur nos positions de politique dans le souci de les préciser et d'adapter les messages à différents publics. La nécessité des « grandes idées » a été soulignée, tant pour chaque programme que pour l'économie informelle dans son ensemble, et nous avons exploré plusieurs questions stratégiques relatives à la collecte de fonds.

## Assemblée générale 2014

En novembre 2014, WIEGO réunira en assemblée générale, sous le thème « S'organiser pour le changement : le leadership des femmes », à laquelle participeront les membres du Conseil et de l'équipe WIEGO ainsi que les délégués de chacun de nos membres institutionnels et individuels.

L'assemblée générale de WIEGO, qui a lieu tous les quatre ans, un forum de partage d'expérience, prévoit cette année un événement-débat public baptisé « La formalisation de l'économie informelle ? Perspectives des travailleurs informels », ainsi que des visites de terrain des travailleurs informels et de leurs organisations d'attache. Un nouveau Conseil WIEGO sera constitué au cours de l'Assemblée générale.

*« WIEGO est... une organisation spéciale, unique peut-être, qui s'est bâti un réseau organique à partir de trois groupes : organisations de travailleurs informels; chercheurs et statisticiens engagés et porteurs d'approches novatrices; et praticiens du développement. Plutôt que de prôner une relation indépendante parmi les chercheurs et les militants vis-à-vis des questions à l'étude, le modèle WIEGO se fonde sur le mariage de la rigueur et d'une connexion profonde.*

*Ce qui ressort le plus pour moi, c'est le fait que la motivation et l'effort qui animent le travail de WIEGO proviennent des réalités quotidiennes de la vie des travailleurs. C'est-à-dire que c'est cette connexion directe aux récupérateurs, aux travailleurs à domicile et à d'autres encore qui oriente les priorités en matière de recherche et de plaidoyer. Les chercheurs WIEGO... s'immergent dans la vie des travailleurs informels et écoutent attentivement les points de vue exprimés. De cette écoute des travailleurs, ils en viennent à formuler les questions de recherche qu'ils poursuivent. »*

Ruth Levine, Directrice du programme Développement et population mondiaux

# Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2014

## Sommaire financier

La stratégie financière de l'année écoulée, élaborée à l'appui des plans établis les années précédentes en vue d'assurer la durabilité et la viabilité de WIEGO, a également pris en compte les délibérations voulues par l'examen stratégique interne, consistant à l'analyse de l'impact des activités relativement aux ressources mises en œuvre. D'autre part, la stratégie a reconnu le fait qu'à mesure que des subventions spécifiques tirent à leur fin ou prennent fin au cours des douze prochains mois, il faudra contrôler de près les dépenses et les activités pour assurer le bénéfice maximal et de perturber le moins possible les programmes et projets des bénéficiaires et partenaires à mesure que ces derniers arrivent à terme. Au cours de l'année écoulée, le total des recettes était de 3.446.961 \$ (incluant le revenu de placements ainsi que par des contributions volontaires) comparativement à 10.197.075 \$ (incluant le revenu de placements ainsi que par des contributions volontaires) de l'exercice précédent. Le total des dépenses était de 6.386.724 \$, soit 1.040.359 \$ de moins par rapport à l'exercice précédent. L'écart entre les recettes et les dépenses tenait au fait que la Fondation Bill et Melinda Gates a versé les subventions avant les années pour lesquelles elles sont affectées.

L'objectif global de la stratégie financière est de s'assurer que les ressources, utilisées de manière efficace, contribuent à répondre aux objectifs des programmes et projets ainsi qu'à traduire dans les faits les priorités établies par WIEGO. Dans la poursuite de ces objectifs, les ressources affectées aux programmes, le maximum possible, le sont directement pour s'assurer des gains qualitatifs dans les domaines de la recherche, du plaidoyer et du renforcement des capacités, et ce dans le souci d'une gestion financière prudente de l'ensemble des ressources dont dispose WIEGO. Par ailleurs, les contrôles budgétaires et financiers, revus en permanence, permettent de réduire les risques de sous-utilisation des fonds ou de dépenses excessives de même que d'atténuer l'effet d'une baisse des recettes au cours d'un exercice donné, un risque pris en charge par les réserves dûment constituées.

Les chiffres pour 2014 sont extraits des comptes statutaires approuvés par les administrateurs du 5 août 2014. Les comptes statutaires complets, au sujet desquels les vérificateurs Crowe Clark Whitehill LLP ont donné avis sans réserve, ont été délivrés au Registre des sociétés (Registrar of Companies). Ces extraits peuvent ne pas contenir d'informations suffisantes pour permettre une appréciation complète de la situation financière de la société. Pour de plus amples informations, les personnes intéressées devraient consulter les comptes statutaires complets conjointement avec le rapport des vérificateurs et le rapport des administrateurs.

Les vérificateurs ont confirmé aux administrateurs que les chiffres de 2014, extraits des comptes financiers statutaires, sont en cohérence avec les états financiers statutaires annuels pour l'exercice terminé le 31 mars 2014.

Les comptes annuels complets, de même que le rapport des vérificateurs et le rapport des administrateurs, sont disponibles auprès du secrétaire de la société, au siège social à Manchester, au Royaume-Uni.

## Recettes et dépenses

Le rapport fait état des recettes perçues et des dépenses engagées tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni. Les tableaux qui le constituent reflètent les résultats d'ensemble de l'organisation. Nous sommes très fiers du nombre de bailleurs de fonds qui continuent de soutenir WIEGO. Le projet majeur dit Planification urbaine intégratrice des travailleurs pauvres (« Villes inclusives »), qui a démarré en 2008 et que soutient la Fondation Bill et Melinda Gates, a fait des progrès au cours de l'année dans la réalisation de ses objectifs et des résultats attendus.

Pour l'année écoulée, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, dans le cadre du Fonds pour le financement du leadership et des possibilités des femmes (FLOW), a été notre principale source de financement.

L'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), la Fondation Rockefeller, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Bureau international du Travail (BIT) et le Centre de solidarité ont continué à contribuer généreusement au financement des programmes de base de WIEGO de même qu'à la coordination globale du réseau et des programmes. De nouveaux apports de fonds ont également été reçus de la Fondation William et Flora Hewlett, de Vital Wave, de Shack/Slum Dwellers International et de l'International Institute for Environment and Development.

Les tableaux des dépenses résument les dépenses entraînées par les projets majeurs, les dépenses voulues par les cinq grands secteurs d'activité de WIEGO ainsi que les coûts liés à la coordination du réseau et des programmes et à la gouvernance.

## Gouvernance financière et parrains fiscaux

Le Comité des finances du Conseil de WIEGO examine les budgets et les rapports de tous les fonds et les comptes WIEGO, y compris ceux gérés par les deux parrains fiscaux aux États-Unis et par WIEGO au Royaume-Uni.

En plus des fonds gérés par son bureau au Royaume-Uni, WIEGO a eu aux États-Unis deux parrains fiscaux —l'Université de Harvard et le Tides Centre— pour les fonds qui ne peuvent être acheminés via le Royaume-Uni. Les comptes WIEGO à l'Université de Harvard sont vérifiés chaque année dans le cadre de l'audit financier annuel de l'Université Harvard. De la même manière, nos comptes à Tides Centre sont vérifiés chaque année dans le cadre de l'audit financier annuel de Tides Centre. Le compte Tides Centre est maintenant fermé.

SOURCES DE FONDS	2014	2013
	USD \$000	USD \$000
Fondation Gates	0	7.275
FLOW	1.961	1.208
Sida	1.183	1.150
DFID	0	234
CRDI	70	154
Centre de Solidarité	10	95
Fondation Rockefeller	75	26
Avina	0	17
OIT	58	14
Hewlett	50	0
Autres donateurs	20	17
<b>REVENU TOTAL</b>	<b>3.427</b>	<b>10.190</b>

## Donateurs de fonds

Nous tenons à remercier les organismes suivants, de même que les gouvernements et les fondations, de leur généreux soutien financier aux programmes et projets WIEGO :

Fondation Bill et Melinda Gates

Fonds pour le financement du leadership et des possibilités des femmes (FLOW), gouvernement des Pays-Bas

Fondation William et Flora Hewlett

Centre de recherches pour le développement international (CRDI), gouvernement du Canada

International Institute for Environment and Development

Organisation internationale du Travail (OIT)

Fondation Rockefeller

Shack/Slum Dwellers International

Centre de Solidarité de la American Federation of Labor–Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO)

Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)

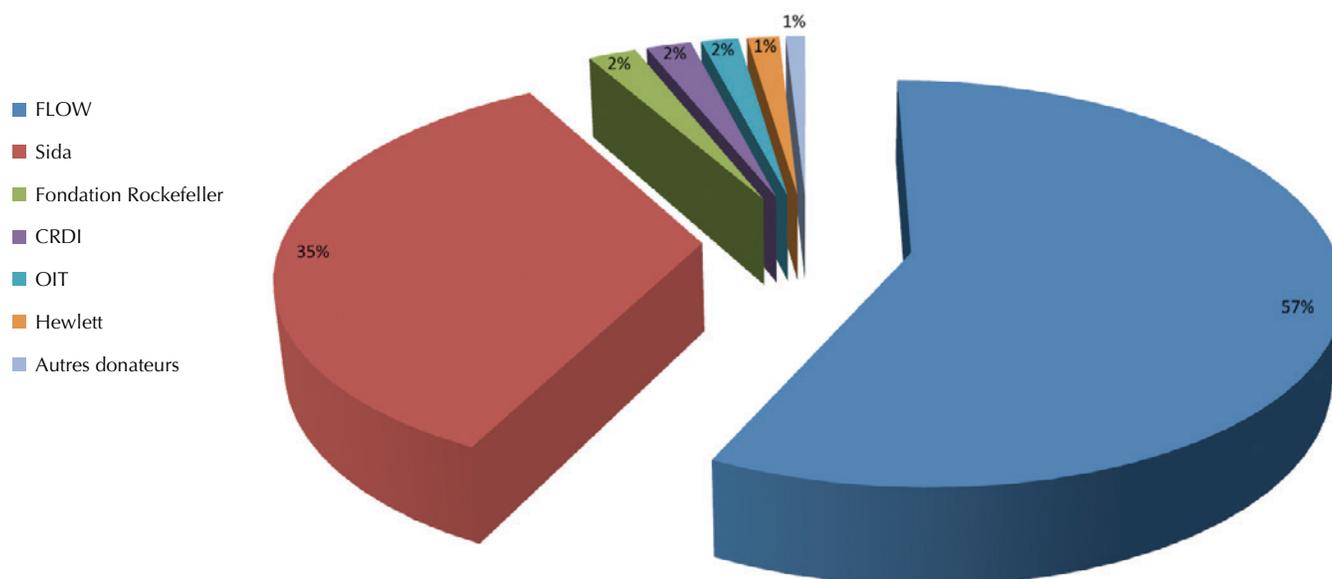
Vital Wave

UTILISATION DES FONDS	2014	2013
<b>PROJETS</b>	USD \$000	USD \$000
Planification urbaine intégratrice des travailleurs pauvres	3.172*	4.756*
Sécurisation des droits économiques des femmes travailleuses informelles	1.565*	510*
Renforcement de la voix des travailleurs informels dans la politique sociale	0	235
<b>PROGRAMMES</b>		
Coordination de programmes/réseau	637	710
Organisation & représentation	282	441
Statistiques & recherche	223	156
Gouvernance & évaluation	156	122
Initiatives spéciales	111	111
Protection sociale	101	151
Politiques urbaines	93	96
Marchés mondiaux	46	103
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>6.386</b>	<b>7.427</b>

\* Chiffres ajustés aux effets de gain/perte de change

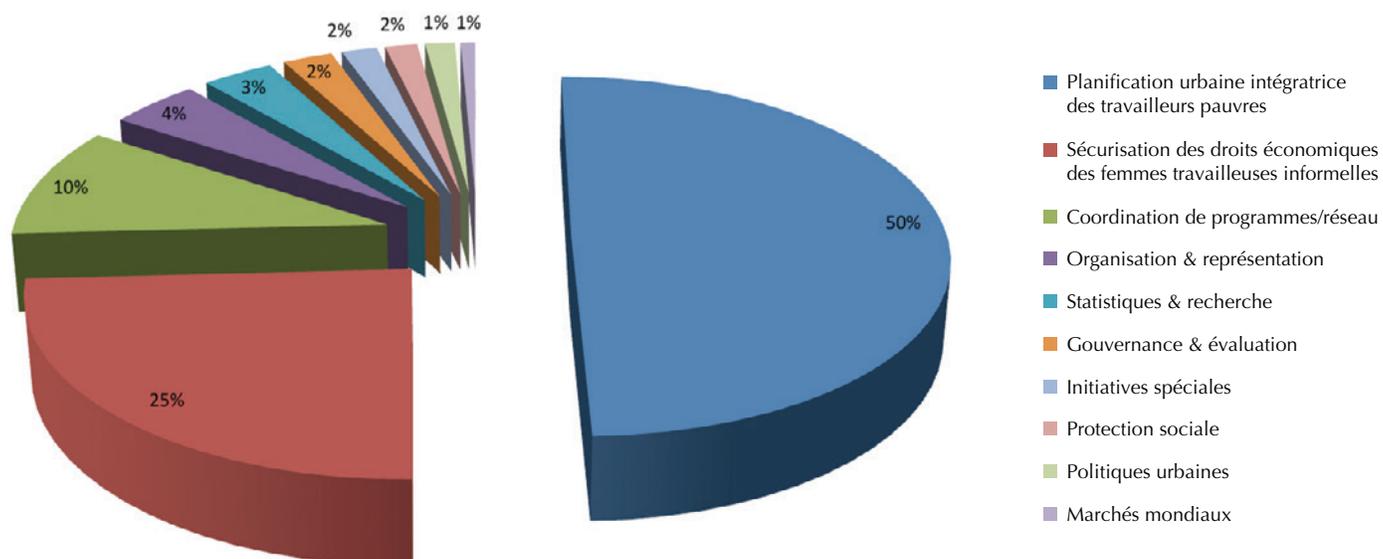
BILAN	2014	2013
<b>ACTIFS COURANTES</b>	USD \$000	USD \$000
Débiteurs	229	843
Liquidités en banque	4.319	6.870
<b>TOTAL D'ACTIFS À COURT TERME</b>	<b>4.548</b>	<b>7.713</b>
<b>CRÉANCIERS</b>		
Montants échéants dans l'année	(430)	(655)
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>4.118</b>	<b>7.058</b>
<b>FONDS</b>		
Fonds à destination limitée	1.144	6.514
Fonds sans restrictions	2.974	544
	<b>4.118</b>	<b>7.058</b>

## Sources de fonds 2013/14



Source : Extraits des comptes statutaires

## Utilisation des fonds 2013/14



## Publications et ressources

WIEGO entreprend en permanence de nouvelles recherches et produit un large éventail de publications et de ressources traitant de l'économie et des travailleurs informels. Préparée par des membres de l'équipe WIEGO ou des experts mandatés, la série de publications WIEGO est accessible sur notre site Web, vitrine également d'une collection complète et grandissante de travaux produits par d'autres. De fait, cet ensemble est peut-être la collection la plus complète de travaux sur l'économie informelle à ce jour.

La liste qui suit réunit les documents que WIEGO a publiés entre le 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014.

### Série de publications WIEGO

#### Documents de travail

Alfers, Laura. 2013. *The Ghana National Health Insurance Scheme: Informal Workers and the Politics of Health Provision*. WIEGO Working Paper (Social Protection) No. 30.

Bonner, Chris and Françoise Carré. 2013. *Global Networking: Informal Workers Build Solidarity, Power and Representation through Networks and Alliances*. WIEGO Working Paper (Organization and Representation) No. 31.

Carré, Françoise and James Heintz. 2009 (update 2013). *Toward a Common Framework for Informal Employment across Developed and Developing Countries*. WIEGO Working Paper (Statistics) No. 26.

Chan, Man-Kwun. 2013. *Informal Workers in Global Horticulture and Commodities Value Chains: A Review of the Literature*. WIEGO Working Paper (Global Trade) No. 28.

Chen, Martha Alter. 2012 (translation). *La economía informal: definiciones, teorías y políticas*. Documento de Trabajo de WIEGO No 1.

Jain, Kalpana. 2013. *Health Financing and Delivery in India: An Overview of Selected Schemes*. WIEGO Working Paper (Social Protection) No. 29.

Meagher, Kate. 2013. *Unlocking the Informal Economy: A Literature Review on Linkages Between Formal and Informal Economies in Developing Countries*. WIEGO Working Paper No. 27.

#### Notes d'information WIEGO

##### Notes juridiques

Corrarino, Megan. 2012. *Using the Right to Information in the Informal Economy: A How-To Guide*. WIEGO Legal Brief No. 2.

Corrarino, Megan. 2013. *Using International Law and Regional Legal Systems and Rights Documents in Advocacy for Workers in the Informal Economy*. WIEGO Legal Brief No. 4.

Sankaran, Kamala and Roopa Madhav. 2013. *Legal and Policy Tools to Meet Informal Workers' Demands: Lessons from India*. WIEGO Legal Brief No. 1.

Souza, Bruno Miragaia, Juliana Avanci, and Luciana Itikawa. 2013. *A Experiência de Advocacy no caso dos Trabalhadores Ambulantes em São Paulo*. WIEGO Relatórios Jurídicos No. 3.

##### Notes sur organisation

Budlender, Debbie. 2013. *Informal Workers and Collective Bargaining*. Organizing Brief No. 9.

Carré, Françoise. 2013. *Defining and Categorizing Organizations of Informal Workers in Developing and Developed Countries*. WIEGO Organizing Brief No. 8.

Spooner, David. 2013. *Challenges and Experiences in Organizing Home-Based Workers in Bulgaria*. WIEGO Organizing Brief No. 7.

##### Notes politiques

Alfers, Laura. 2012. *The Ghana National Health Insurance Scheme: Assessing Access by Informal Workers*. WIEGO Policy Brief (Social Protection) No. 9.

Lund, Frances and Laura Alfers. 2013. *Universal Healthcare Scheme in Thailand: Barriers to Access by Informal Workers*. WIEGO Policy Brief (Urban Policies) No. 11.

Heintz, James and Shahra Razavi. 2012. *Social Policy and Employment: Rebuilding the Connections*. WIEGO Policy Brief (Social Protection) No. 12.

Jain, Kalpana. 2012. *Health Insurance in India: The Rashtriya Swasthya Bima Yojana*. WIEGO Policy Brief (Social Protection) No. 15.

Obino, Francesco. 2013. *Housing Finance for Poor Working Women: Innovations of the Self-Employed Women's Association in India*. WIEGO Policy Brief (Urban Policies) No. 14.

Sinha, Shalini. 2013. *Supporting Women Home-Based Workers: The Approach of the Self-Employed Women's Association in India*. WIEGO Policy Brief (Urban Policies) No. 13.

##### Notes statistiques

Akhtar, Sajjad and Joann Vanek. 2013. *Home-Based Workers in Pakistan: Statistics and Trends*. WIEGO Statistical Brief No. 9.

Raveendran, Govindan, Ratna M. Sudarshan and Joann Vanek. 2013. *Home-Based Workers in India: Statistics and Trends*. WIEGO Statistical Brief No. 10.

Raveendran, Govindan and Joann Vanek. 2013. *Statistics on Home-Based Workers in Nepal*. WIEGO Statistical Brief No. 11.

## Notes techniques

Achtell, Ernest. 2013. *Waste Pickers and Carbon Finance: Issues to Consider*. WIEGO Technical Brief No. 7.

Ijgosse, Jeroen. 2012. *Remuneración a los recicladores por servicios ambientales: un examen crítico de las opciones propuestas en Brasil*. Nota técnica de WIEGO (Políticas urbanas) No 6.

Roever, Sally. 2011 (translation). *Comment planifier un recensement des vendeurs de rue*. Note technique WIEGO No. 2.

Roever, Sally. 2011 (translation). *Cómo planificar un censo de comerciantes ambulantes*. Nota técnica de WIEGO No. 2.

## Série WIEGO Workers Lives (Vie des travailleurs)

Vryenhoek, Leslie. 2013. *Small World, Big Goals: A Home-Based Garment Worker in Delhi*. WIEGO Workers' Lives No. 4.

## Étude de suivi de l'économie informelle (IEMS)

Pour chaque rapport de ville, le bref politique/plaidoyer et le résumé analytique qui l'accompagnent sont également disponibles.

Acosta Táutiva, Angélica y Rovitzon Ortiz Olaya. 2013. *Estudio de Monitoreo de la Economía Informal: Recicladoras y recicladores de Bogotá, Colombia*. Manchester, UK: WIEGO.

Anyidoho, Nana Akua. 2013. *Informal Economy Monitoring Study: Street Vendors in Accra, Ghana*. Manchester, UK: WIEGO.

Lubaale, Grace N. and Owen Nyang'oro. 2013. *Informal Economy Monitoring Study: Street Vendors in Nakuru, Kenya*. Manchester, UK: WIEGO.

Lubaale, Grace N. and Owen Nyang'oro. 2013. *Informal Economy Monitoring Study: Waste Pickers in Nakuru, Kenya*. Manchester, UK: WIEGO.

## Publications complémentaires

Bonner, Christine y Dave Spooner. 2012. *La única escuela que conocemos: Aprendiendo de las experiencias organizativas en la economía informal*. WIEGO.

Cordosa Silva, Vera Alice. 2012. *Negotiating the Recycling Bonus Law: Waste Pickers and Collective Bargaining in Minas Gerais*. WIEGO Case Study.

Chengappa, Chaya. 2013. *Organizing Informal Waste Pickers: A Case Study of Bengaluru, India*. Inclusive Cities.

Goldsmith, Mary. 2013. *Collective Bargaining and Domestic Workers in Uruguay*. WIEGO Case Study.

Goldsmith, Mary. 2013. *Negociación colectiva y las trabajadoras domésticas en Uruguay*. WIEGO Case Study.

Inclusive Cities. 2013. *Carbon Finance for Waste Picker Organizations: Feasibility and Issues*. Summary guide.

Indian Sector for Self-Employed Women. 2012. *Collective Bargaining by Workers of the Indian Unorganized Sector: Struggle, Process, Achievements, and Learning*. WIEGO Case Study.

Inclusive Cities. 2013. *Financiamento de Carbono para Organizações de Catadores: Viabilidade e Outras Questões*.

Inclusive Cities. 2013. *Financiamiento del carbono para organizaciones de recicladores: viabilidad y cuestiones a considerar*.

International Labour Office and WIEGO. 2013. *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, 2nd Edition*. Geneva: ILO.

Jerenaia, Elza. 2012. *Bargaining Among Transport Workers in Georgia*. WIEGO Case Study.

Mather, Celia. 2013. « Ensemble, nous avons réussi ! ». *Comment les travailleuses domestiques dans le monde ont acquis leur statut et leurs droits internationaux*. WIEGO.

Mather, Celia. 2013. "¡Sí, lo hicimos!" *Cómo las trabajadoras del hogar obtuvieron derechos y reconocimiento a nivel internacional*. WIEGO.

Mather, Celia. 2013. "Yes we did it!" *How the world's domestic workers won their international rights and recognition*. WIEGO.

Morillo Santa Cruz, Laura. 2013. *Home-Based Workers in Latin America: A Summary*. WIEGO.

Morillo Santa Cruz, Laura. 2013. *Trabajadores a domicilio en América Latina*. WIEGO.

Morillo Santa Cruz, Laura. 2013. *Trabalhadores Domiciliares na América Latina*. WIEGO.

Msuya, Flower E. 2012. *A Study of Working Conditions in the Zanzibar Seaweed Farming Industry*. WIEGO.

Weeks, Milton A. 2012. *Collective Bargaining Negotiations Between Street Vendors and City Government in Monrovia, Liberia*. WIEGO.

Wintour, Nora. 2013. *World Cup for All: A Portrait of Street Vendors' Organizations in the World Cup Host Cities in Brazil*. Inclusive Cities.

WIEGO. Annual Report, 2012-2013.

WIEGO. 2013. *Conducting a Policy Dialogue to Achieve Results.*

WIEGO. 2013. *Conduire un dialogue politique porteur de résultats.*

WIEGO. 2013. *Entablando diálogos de políticas para lograr resultados.*

WIEGO. 2013. *Realização de um Diálogo sobre Políticas para Atingir Resultados.*

WIEGO. 2013. *Les récupérateurs : le droit d'être reconnus comme travailleurs.* Position paper for International Labour Conference 2013.

WIEGO. 2013. *Recicladores: El derecho a ser reconocidos como trabajadores.* Position paper for International Labour Conference 2013.

WIEGO. 2013. *Waste Pickers: The Right to Be Recognized as Workers.* Position paper for International Labour Conference 2013.

WIEGO. 2013. IDRC Final Report: Legal Empowerment of the Working Poor.

## **Lettres d'information**

Alliance mondiale des récupérateurs. Lutttes et victoires : les récupérateurs en première ligne. Quatre numéros (disponibles en français, anglais, espagnol et portugais)

Lettre d'information de Villes inclusives. Trois numéros (disponibles en anglais, portugais et espagnol)

Lettre d'information Santé et sécurité au travail. Juin 2013 (disponibles en anglais, portugais et espagnol)

Securing Economic Rights for Informal Women Workers Newsletter. Trois numéros. (disponibles en anglais)

Lettre d'information de WIEGO Deux numéros. (disponibles en anglais, portugais et espagnol)

Lettre d'information OBA de WIEGO Trois numéros (disponibles en anglais, français, portugais et espagnol)

## **Fiches d'information**

Impact Brief. 2013. *Domestic Workers: A Victory for Decent Work.*

Impact Brief. 2013. *Colombia's Triumphant Recicladores.*

Impact Brief. 2013. *Winning Legal Rights for Home-Based Workers in Thailand.*

Projet FLOW. *Developing Leadership and Business Skills for Informal Women Workers in Fair Trade.* (disponibles en anglais, espagnol et portugais.)

## Extrait de la Plateforme du réseau WIEGO « Transition de l'économie informelle ver l'économie formelle »

### Besoins et exigences de base : un ensemble commun

**Droits de s'organiser et droits du travail :** les travailleurs de l'économie informelle doivent pouvoir exercer en toute efficacité leurs droits de s'organiser et de négocier collectivement de même que leurs autres droits fondamentaux du travail.

**Voix et pouvoir de négociation :** les travailleurs démunis de l'économie informelle doivent pouvoir s'exprimer individuellement et négocier, en se fondant sur leurs droits, et ils doivent également disposer d'une voix collective représentative leur permettant de négocier avec les principaux acteurs dans les secteurs ou les chaînes de valeur dans lesquels ils travaillent. La voix collective résulte des efforts de s'organiser démocratiquement et de promouvoir des organisations basées sur leurs adhérents (OBA). La voix représentative provient du fait que les représentants de ces organisations participent aux processus d'élaboration de politiques et de règlements pertinents, à la négociation, y compris la négociation collective, de même que des moyens de représentation directe aux forums tripartites. Idéalement, la représentation des OBA à ces instances devrait être continue et obligatoire.

**Identité et capacité juridiques :** les travailleurs démunis veulent se faire reconnaître en tant que travailleurs ou agents économiques fondés aux yeux de la loi à participer à toutes les instances politiques, réglementaires et juridiques pertinentes. Ils ne veulent pas être relégués, étant démunis ou vulnérables, au seul domaine de politiques sociales, mais être reconnus par les décideurs, qui élaborent les politiques macroéconomiques ou sectorielles, comme des agents économiques actifs légitimes. Pour y parvenir, il leur faudra faire élargir le champ d'application des lois du travail aux catégories de travailleurs exclus jusqu'ici (par exemple, les travailleuses domestiques, les travailleurs à domicile, les travailleurs agricoles) et/ou modifier les lois afin qu'elles couvrent l'ensemble des relations en vertu desquelles le travail se fait.

**Droits économiques :** les travailleurs démunis de l'économie informelle revendiquent à juste titre un large éventail de droits relatifs au travail, au commerce et à l'utilisation du sol, afin d'améliorer leurs conditions d'emploi, d'assurer leurs moyens de subsistance, de rendre leurs activités économiques encore plus productives et, forts de leur voix représentative, d'apporter les changements nécessaires à l'environnement institutionnel global qui influe sur leur travail et leurs moyens de subsistance<sup>2</sup>.

**Droits sociaux, protection sociale comprise :** il faudra élargir la protection sociale à tous les travailleurs de l'économie informelle, par des mécanismes d'aide et/ou d'assurance sociale, dans le cadre de la sécurité sociale universelle. Les États membres de l'OIT devraient s'engager dans ce sens en adoptant des socles de protection sociale clairement définis et qui comprennent les droits au logement, à l'éducation, à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'eau, aux services d'hygiène et à la protection sociale contre les aléas principaux (maladie, invalidité, vieillesse et mort) et les risques inhérents au travail. La maternité et les services de garde d'enfants devraient être abordés en priorité en raison de la surreprésentation des femmes dans l'économie informelle.

Photo : Leslie Tuttle



<sup>2</sup> Il convient de noter que les droits du travail sont fondés sur le principe d'une relation employeur-employé, alors que beaucoup de travailleurs démunis sont des travailleurs indépendants pour qui les droits du travail traditionnels ne sont pas toujours pertinents. En revanche, le droit fondamental de gagner sa vie ainsi que les droits du commerce sont d'une plus grande pertinence et d'importance.



*Les représentants de 17 pays se sont réunis à Cape Town, en juin 2013, pour fonder le Réseau des travailleurs domestiques africains. Crédit photo : S. Trevino.*

# WIEGO

Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation

## Rapport annuel du avril 2013 au mars 2014

**WIEGO Secretariat** T 617 496.7037  
Harvard University E [wiego@wiego.org](mailto:wiego@wiego.org)  
79 John F. Kennedy Street W [www.wiego.org](http://www.wiego.org)  
Cambridge, MA 02138 États-Unis

**WIEGO, Ltd.**  
521 Royal Exchange T 44-161-819-1200  
Manchester  
GTR Manchester M2 7EN  
Royaume-Uni

Rédactrice en chef, Leslie Vryenhoek  
Design, Julian Luckham  
de Luckham Creative



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation